



Fondation  
pour l'agriculture  
et la ruralité  
dans le monde

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

The background features a close-up of large green leaves with prominent veins, partially overlapping a stack of brown burlap sacks. The text 'Livret 2022' is overlaid on the sacks.

Livret  
**2022**

Retrouvez le programme complet de la

**Conférence FARM  
à l'OCDE**

**DU 17 JANVIER 2023**



# Sommaire

## Introduction

Le mot de... Pascal LHEUREUX 4

## Actu : projets et partenariats

Le mot de... Catherine MIGAULT 6  
4 pour 1000 8  
PretAg 10

2022 : FARM en chiffres 11

## Publications

Le mot de... Matthieu BRUN 14

### I. Sécurité alimentaire et nutritionnelle 16

Sécurité et souveraineté alimentaire : tout comprendre 17  
Aires alimentaires métropolisées : une solution pour l'Afrique ? 24

### II. Les filières, des producteurs aux marchés 29

Étude - Les politiques publiques en faveur des filières agricoles en Afrique 30  
Poulet au Sénégal : bilan d'une filière locale bien développée 32

### III. Résilience des territoires ruraux 37

Étude - Comment assurer les disponibilités alimentaires du continent africain à l'horizon 2050 38  
Les légumineuses, graines de star 41  
Inde, France, Mali... les promesses de l'agriculture naturelle 44

## L'Observatoire

L'observatoire mondial des soutiens publics à l'agriculture 49

**FARM dans les médias 53**

**Nos partenaires 58**

# Le mot de ...

**Pascal Lheureux**  
président  
de la Fondation FARM



Parfois, il est bon de s'arrêter quelques instants et de prendre le temps d'observer les événements. Cela permet de réaliser qu'un long chemin a été parcouru durant ces derniers mois. Il y a deux ans, la Fondation FARM risquait de disparaître et de rompre le fil de sa belle histoire démarrée en 2005. Mais le soutien financier de son mécène historique – le Crédit Agricole – et la volonté des membres du conseil d'administration de la Fondation ont permis d'impulser une nouvelle dynamique à la Fondation. FARM peut poursuivre sa principale mission :

*« Promouvoir dans le monde des agricultures et des filières agroalimentaires performantes et respectueuses des producteurs ».*

En 2022, la Fondation est repartie dans un nouveau cycle avec plus de moyens financiers, une gouvernance mobilisée et une équipe dynamique portée par Catherine Migault, la directrice de la Fondation. Je salue son engagement et celui des équipes pour relancer l'activité avec de nouveaux projets tout en valorisant le positionnement unique de FARM, à mi-chemin entre le travail de réflexion et l'action.



Ces derniers mois, nous avons réaffirmé sa légitimité sur les enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaires dans les pays du Sud et du Nord. Plusieurs études – comme celles sur le rôle des politiques publiques dans le développement des filières agroalimentaires en Afrique – ont été appréciées et ont permis de contribuer aux débats



sur l'avenir de l'agriculture et des territoires ruraux.

Désormais, notre objectif est d'accroître l'influence de la Fondation pour maximiser l'impact des initiatives et des projets qu'elle soutient. Pour y parvenir, nous continuerons de nous appuyer sur nos valeurs et nos convictions : un engagement sans faille pour

l'intérêt général et un partage continu avec la recherche, les pouvoirs publics, les représentants de la société civile et tous les acteurs des filières, des producteurs aux consommateurs. Notre ambition est de contribuer à identifier et partager les solutions qui permettront aux agricultures du monde de faire face aux défis auxquels elles sont confrontées en ce XXI<sup>e</sup> siècle.

J'ai bien conscience que, seule, la Fondation ne parviendra pas à accroître la résilience des agricultures face aux chocs climatiques, sanitaires, sécuritaires et économiques. C'est en nous appuyant sur des partenariats structurants et durables, notamment avec les décideurs des secteurs public et privé, que nous progresserons.

C'est également pour cette raison que nous avons organisé cette année une grande conférence internationale sur le thème de la mobilisation.

Je vous souhaite une plongée passionnante dans ce livret qui vous donne un aperçu des travaux conduits par la Fondation et j'espère vous retrouver nombreux sur le chemin qu'il nous reste à parcourir ensemble. »

# Le mot de ...

**Catherine Migault**

directrice

de la Fondation FARM

Depuis le début de l'année 2022, la Fondation FARM est entrée dans une nouvelle dynamique. Grâce à son statut de Fondation reconnue d'utilité publique, sa notoriété historique et son positionnement au service de la compréhension des questions agricoles et alimentaires à travers la planète, FARM peut déjà s'appuyer sur un actif immatériel précieux.

Portés par l'intérêt général et l'ambition de contribuer à la résilience des agricultures et des territoires ruraux face aux immenses défis à relever, nous sommes convaincus qu'il nous faut agir collectivement, en **renforçant les liens** entre les pays du Nord et du Sud, en particulier avec les pays en développement. Mais aussi, entre le secteur public, la recherche, les bailleurs de fonds et les acteurs économiques, des producteurs à l'aval des filières.

Pour aller plus loin dans ses actions, la Fondation FARM s'engage à **faciliter le dialogue** entre les acteurs. Forte de sa position de **médiatrice** entre celles et ceux qui détiennent des clefs pour agir, FARM recherche l'impact des projets qu'elle mène, qu'il s'agisse d'actions de communication ou de pédagogie, d'études approfondies ou de projets pilotes et opérationnels, destinés à enrichir la réflexion et mettre les innovations à l'épreuve des faits.

FARM s'engage aussi à **valoriser les solutions** apportées par les acteurs impliqués dans les chaînes de valeur, tout en formulant ou en se faisant le relais des critiques constructives, afin de maintenir le cap du progrès vers plus d'efficacité sur les plans environnemental, social et économique.

Nous ne pourrions atteindre nos ambitions qu'en développant **des projets avec des partenaires partageant la même éthique et le même objectif**, qui est d'éclairer les décideurs publics et privés des pays du Nord et du Sud, sur des sujets souvent complexes et controversés.



En 2022, les travaux menés en partenariat avec la Fondation Avril sur le rôle des politiques publiques dans la structuration des filières agroalimentaires en Afrique (voir p.30), ou ceux conduits avec le réseau Agriculteurs français et développement international (AFDI) sur les conséquences de l'évolution des prix des matières premières et des intrants sur les producteurs en Afrique subsaharienne, s'inscrivent dans cette démarche.

Deux nouveaux partenariats, qui nous engagent dans de nouveaux projets en 2023, illustrent notre positionnement particulier.

Tout d'abord, **le projet PretAg** (*Pesticide Reduction for Tropical Agriculture*) coordonné par le Cirad et soutenu par Agropolis Fondation. FARM s'implique dans ce projet afin de contribuer à l'identification de leviers possibles pour accélérer le déploiement de solutions alternatives à l'usage des pesticides, dans des conditions soutenables économiquement par les acteurs. Elle entend y jouer pleinement son rôle de médiatrice entre la recherche, les pouvoirs publics et les entreprises privées.

Un autre partenariat important dans lequel s'est engagée la fondation FARM est celui noué avec l'initiative « **4 pour 1000** ». Nous souhaitons mener conjointement des actions et projets opérationnels permettant de promouvoir les pratiques qui protègent ou restaurent la santé des sols à l'échelle mondiale. Nous aurons la préoccupation de montrer à quelles conditions ces pratiques agricoles peuvent être compatibles avec des modèles économiques durables pour chacun des acteurs impliqués.

L'année 2023 s'annonce donc particulièrement riche et dense pour la Fondation et son équipe, attachées à démontrer leur utilité en intensifiant des collaborations avec des acteurs portés par l'ambition de contribuer au développement durable des agricultures. »



## EXEMPLE DE PROJET

# La collaboration entre la Fondation FARM et l'initiative internationale « 4 pour 1000 »

Le 14 octobre 2022, Catherine Migault, directrice générale de la Fondation FARM, et Paul Luu, secrétaire exécutif de l'Initiative internationale « 4 pour 1000 », ont signé un protocole d'entente afin d'initier des projets communs autour de la protection des sols.



Agir au niveau international pour le développement durable de l'agriculture, répondre aux enjeux critiques du changement climatique et de la sécurité alimentaire, promouvoir la santé des sols à l'échelle mondiale : les intérêts mutuels ne manquent pas entre la Fondation FARM et l'Initiative internationale « 4 pour 1000 ».

« Nos deux entités souhaitent mener des actions concrètes afin de contribuer à la sensibilisation des décideurs publics et privés sur la nécessité de protéger les sols agricoles de la planète », précise la dirigeante de FARM.

Pour rappel, l'Initiative internationale « 4 pour 1000 » a été lancée par la France lors de la COP21 en 2015.

Elle a pour but de créer une synergie entre les différents acteurs publics et privés (États, collectivités, entreprises, organisations professionnelles, ONG, établissements de recherche...) afin de tendre vers une réelle transition agro-écologique des agricultures et de mettre en place des actions concrètes pour le stockage naturel du carbone dans les sols. « *Ce partenariat est essentiel pour la Fondation FARM, car nous partageons l'idée que l'agriculture est aussi une solution pour lutter contre le réchauffement climatique* », renchérit Catherine Migault.

Avec actuellement 739 partenaires, dont 326 membres et 41 pays signataires, l'Initiative « 4 pour 1000 » entre désormais dans la phase de mise en œuvre de son plan stratégique 2020-2050 et de ses 24 objectifs stratégiques.



Dans les prochains mois, FARM et « 4 pour 1000 » définiront les actions et projets opérationnels qui permettront de promouvoir la santé des sols à l'échelle mondiale, avec la préoccupation de démontrer que l'évolution des pratiques agricoles est compatible avec des modèles économiques durables.

## QUE SIGNIFIE 4 POUR 1000 ?

On le sait, les activités humaines émettent d'énormes quantités de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère, ce qui **renforce l'effet de serre et accélère le changement climatique**.

Mais ce que l'on sait moins, c'est que chaque année, 30% environ de ce gaz carbonique est récupéré par les plantes **grâce à la photosynthèse**. Ensuite, lorsque les plantes meurent et se décomposent, les organismes vivants du sol, tels que les bactéries, champignons ou vers de terre, les transforment en matière organique. Cette matière organique – riche en carbone – est **essentielle à l'alimentation des hommes** car elle retient l'eau, l'azote et le phosphore, indispensables à la croissance des plantes.

Elle représente aussi un énorme potentiel de stockage du carbone : les sols mondiaux contiennent **2 à 3 fois plus de carbone que l'atmosphère**. Si le niveau de carbone stocké par les sols dans les 30 à 40 premiers centimètres du sol augmentait de 0,4% (soit 4‰) par an, l'augmentation annuelle de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère serait considérablement réduite.

**Ce taux de croissance de 4‰ par an des stocks de carbone du sol n'est pas une cible normative pour chaque pays, mais une orientation à suivre.**

C'est ce que propose l'**initiative internationale « 4 pour 1000 » – les sols pour la sécurité alimentaire et le climat**.



## EXEMPLE DE PROJET

# La Fondation FARM s'implique et cofinance le projet PretAg

Le 25 novembre dernier, la Fondation FARM et Agropolis Fondation ont rejoint l'initiative PretAg (*Pesticide Reduction for Tropical Agriculture*) qui vise à documenter, tester et mettre en œuvre des stratégies de réduction de l'utilisation des pesticides dans les pays du Sud. Coordonnée par le Cirad, cette initiative regroupe 14 unités de recherche de Montpellier et leurs partenaires des pays du Sud.

L'augmentation constante de l'utilisation des pesticides depuis les années 2000 dans les agricultures tropicales a des conséquences très fortes sur la santé humaine, la biodiversité et la santé des écosystèmes. Face à ces enjeux, Agropolis Fondation, la Fondation FARM et le Cirad – au sein de plusieurs unités mixtes de recherche impliquant l'IRD, l'Institut Agro, l'Université de Montpellier, le CNRS et l'INRAE – sont fiers d'annoncer **le lancement de l'initiative PretAg** visant à documenter, tester et mettre en œuvre des **stratégies de réduction de l'utilisation des pesticides dans les pays du Sud**. Cette initiative est réalisée en collaboration avec des communautés de recherche d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.



Basée sur des études dans cinq filières clés (cacao, café, bananes, riz et maraîchage), cette première phase de l'initiative PretAg – d'une durée de deux ans – s'attache à faire un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'utilisation des pesticides, une analyse des cadres de contraintes des producteurs et du potentiel de réduction des pesticides ainsi que des verrous et leviers associés.

PretAg ambitionne de construire à court terme, avec les différents acteurs privés et publics, **une alliance internationale** combinant les trajectoires technique et financière d'un processus d'innovation pour la **réduction effective de l'utilisation des pesticides**.

## La Fondation FARM en 2022, c'est...

**1 des 12**

FRUP (Fondation reconnue d'utilité publique) françaises créées par des entreprises

**17**

années d'existence avec un renouveau en 2022 grâce au soutien financier du Crédit Agricole

une équipe de 5 personnes à temps plein

un budget annuel d'1 million d'euro



**5**

nouveaux partenariats structurants en 2022 : avec l'IPAR, l'AFDI, l'Initiative « 4 pour 1000 », Agropolis Fondation et le CIRAD



18 articles publiés en 2022,  
1 Observatoire dédié aux soutiens publics à l'agriculture,  
1 émission sur Youtube,  
3 réseaux sociaux dynamiques



une communauté active de 9000 personnes qui reçoivent nos newsletters

**FARM**



# PUBLICATIONS



# Le mot de ...

**Matthieu Brun**

directeur scientifique  
de la Fondation FARM



L'année qui vient de s'écouler nous rappelle à quel point nous vivons dans un monde fragile et incertain. Un monde qui a vu les effets dévastateurs de la flambée des prix sous fond de crises climatique, logistique et énergétique, amplifiées par la guerre russo-ukrainienne.

L'agriculture et les producteurs n'ont évidemment pas été épargnés par ces chocs. Le secteur représente cependant une solution d'avenir pour faire face aux défis posés par les transitions et par la consolidation de nos souverainetés.

Les études et publications sur le site de la Fondation, menées par notre équipe en collaboration avec nos partenaires, mettent en lumière ces enjeux cruciaux. Elles apportent une contribution au débat en éclairant celles et ceux qui ont envie d'agir durablement. La sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population en croissance, le développement des filières agricoles, la résilience des territoires ruraux... Ces grands thèmes sont au cœur de notre travail scientifique.



Plus que jamais, nous souhaitons œuvrer dans l'intérêt des agricultrices et des agriculteurs, auprès d'eux pour le développement des territoires et des filières agro-alimentaires partout sur la planète. Nous voulons également favoriser la coopération entre les pays du sud et ceux du nord, encourager le partage et la co-construction de solutions. C'est un enjeu essentiel pour réussir à rendre l'agriculture plus durable et plus résiliente.

Vous trouverez dans les pages qui suivent une sélection de nos articles et études publiées durant l'année écoulée. Je tiens d'ailleurs à remercier toutes celles et ceux qui ont contribué à ces publications et pris le temps de partager avec nous leurs savoirs. Diffuser les connaissances et faire dialoguer les acteurs est, et sera encore dans les prochains mois, au cœur de nos préoccupations. »

# I

## Sécurité alimentaire et nutritionnelle

---





# Sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire : tout comprendre

Par Matthieu Brun, directeur scientifique de la Fondation FARM

Publié le 29 août 2022

Avec la pandémie mondiale de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les concepts de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire s'affichent partout sur la planète. Entre enjeux politiques, géopolitiques, juridiques mais aussi socio-économiques, il est essentiel de bien comprendre ces termes mais également de les différencier.

## COMMENT DÉFINIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Le concept de sécurité alimentaire, utilisé très largement, renvoie à un objectif qui est atteint lorsque l'ensemble de la population d'un territoire a accès à la nourriture. Il y a dans sa définition même une déconnexion forte avec le secteur agricole et la manière dont sont produites les denrées alimentaires. Cette définition est le fruit d'un consensus international issu du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 à la FAO.

*« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».*

Chaque mot de cette définition a son importance et permet de caractériser toute la complexité de la faim. Ce n'est pas qu'une question de quantité disponible sur la planète ou de niveaux de production (la preuve, on produit assez de calories au niveau mondial pour nourrir l'ensemble de la population), mais bien un phénomène multidimensionnel qui fait appel aux capacités économiques, physiques et logistiques ainsi qu'aux déterminants culturels des individus. Une autre dimension essentielle de la sécurité alimentaire tient à la qualité nutritionnelle de ce que l'on mange. Il faut en effet avoir accès à une alimentation composée d'aliments nutritifs et sains. On peut avoir accès à suffisamment de nourriture

chaque jour mais celle-ci peut être de mauvaise qualité et conduire à des risques pour la santé (maladies cardio-vasculaires, diabète, etc.). Ainsi, dans le monde, plus de 2 milliards de personnes sont en surpoids, dont 700 millions sont obèses.



**FARM**

## Les 4 piliers de la sécurité alimentaire

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation, les 4 piliers de la sécurité alimentaire ont été définis

- 1.** La disponibilité
- 2.** L'accès
- 3.** L'utilisation
- 4.** La stabilité

Cette définition n'inclut pas la dimension liée aux modes de production et aux circuits de distribution.

→ On peut donc être en situation de sécurité alimentaire et importer la quasi-totalité de son alimentation, comme c'est le cas dans les pays du Golfe.

## L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRANDIT DEPUIS 2019

António Guterres – le secrétaire général des Nations unies – a déclaré que la guerre en Ukraine « menace de déclencher une vague sans précédent de faim et de misère. » Les difficultés pour des millions de personnes d'accéder à une alimentation saine au quotidien ne sont pas une nouveauté. Elles ont été décuplées par les effets de la guerre et, avant cela, ceux de la pandémie de COVID-19 ébranlant les piliers d'un système alimentaire mondial déjà précaire. Il faut faire preuve de vigilance et bien séparer les effets conjoncturels – dramatiques au demeurant – du conflit en Ukraine, et les caractéristiques structurelles de l'insécurité alimentaire. Cette dernière est un enjeu quotidien pour des millions de personnes, la question se pose en permanence, arme alimentaire russe ou non.



En effet, depuis 2019, 150 millions de personnes en plus sont venues grossir le nombre d'individus affectés par la faim, le portant à près de 830 millions en 2021<sup>[1]</sup>, avant même la guerre en Ukraine. En 2021, selon la FAO, **sur le continent africain, 1 personne sur 5 était touchée par la faim (278 millions de personnes)**. L'Asie est aussi un continent où le nombre de personnes en insécurité alimentaire est élevé (425 millions de personnes, soit 9 % de la population) de même que l'Amérique du Sud et les Caraïbes (56 millions, 8,6 %). Enfin, 80 % des personnes souffrant de la faim vivent dans les zones rurales, et le phénomène touche principalement les petites exploitations familiales, qui fournissent pourtant la plus grande partie de l'alimentation mondiale. Le lien entre sécurité alimentaire, développement agricole et prospérité dans les zones rurales est donc particulièrement fort, comme l'a rappelé la récente étude publiée par la Fondation FARM<sup>[2]</sup>.

**Des producteurs d'alimentation premières victimes de la faim ?** Cela semble en tout point contre-intuitif et demande d'aller encore plus loin dans l'analyse de la sécurité alimentaire. En effet, ce concept, dans sa définition originelle déjà complexe, passe sous silence un certain nombre de questions pourtant essentielles : qui produit la nourriture et pour qui ? Comment est-elle produite ? Avec quels modèles économiques et de redistribution ? Il s'agit là d'une différence de taille entre sécurité et souveraineté alimentaire.

---

[1] FAO, IFAD, WFP, UNICEF et WHO, *The state of food security and nutrition in the world. Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*, Rome, FAO, 2022.

[2] Voir à ce sujet l'étude coordonnée par la Fondation FARM et la Fondation AVRIL, *Étude – Les politiques publiques en faveur des filières agricoles en Afrique*, Fondation FARM, 2022 ([fondation-farm.org](http://fondation-farm.org)).

## COMPRENDRE LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

S'il est aujourd'hui dans toutes les bouches, ce concept est apparu dans les années 1980 et s'est construit dans un contexte particulier, en réaction au développement d'une vision globale et orientée vers les marchés de la sécurité alimentaire. En effet, en Afrique, avant les années 1980, l'objectif des pays nouvellement indépendants était de produire pour nourrir leur population et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Au tournant des années 1980, avec la libéralisation des échanges et l'endettement croissant des pays africains qui a conduit aux programmes d'ajustement structurel, l'objectif change : il faut produire pour disposer de devises afin d'importer les denrées ou les produits manquants sur les marchés internationaux. La sécurité alimentaire relevait alors du marché, de la libre circulation des produits et de la spécialisation des systèmes de production.

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé à Rome, La Via Campesina (mouvement paysan international) a introduit une définition de la souveraineté alimentaire :

*« La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et de développer sa propre capacité à produire son alimentation, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole ».*

Puis, les mouvements sociaux ont énoncé un ensemble de principes et de leviers sur lesquels il faut agir pour garantir la souveraineté alimentaire<sup>[3]</sup> : l'approche par les droits<sup>[4]</sup>, la réforme agraire et l'accès aux financements, la protection des ressources naturelles, des méthodes durables de production, la réorganisation du commerce alimentaire, la remise en cause de la « globalisation de la faim », le contrôle de l'action des firmes multinationales, la paix sociale, le « contrôle démocratique », etc.

Aujourd'hui, comme dans les années 1990, l'utilisation de la notion de « souveraineté » constitue une relecture de la question agricole et alimentaire. Elle interroge les cadres normatifs et commerciaux qui avaient conduit à la dépolitisation de l'enjeu alimentaire par le rôle prépondérant donné au marché. Sa réappropriation, aujourd'hui tous azimuts, témoigne d'un sentiment de perte de contrôle (dépendance à l'extérieur pour l'alimentation humaine/animale ou

[3] Voir les approfondissements successifs de la définition et notamment la déclaration du Forum pour la souveraineté alimentaire de Nyeleni en février 2007 au Mali.

[4] L'approche par les droits est essentielle dans la définition de la souveraineté alimentaire. Elle est d'ailleurs un élément juridique dans la Constitution de certains pays, comme dans le texte constitutionnel népalais de 2015 qui consacre la dimension de justice sociale attachée à la sécurité alimentaire (« chaque citoyen a le droit d'être protégé contre une éventuelle pénurie alimentaire qui pourrait menacer son existence (...) chaque citoyen a le droit à la souveraineté alimentaire prévue par la loi »).

pour les intrants, etc.) et de capacité de choix sur les modèles de production et de consommation (normes et clauses miroirs, gestion des ressources naturelles, etc.). Elle marque également une opposition forte au fonctionnement actuel de la mondialisation et des traités de libre-échange, ainsi qu'un souhait de rompre avec des politiques agricoles et commerciales jugées néfastes pour le revenu des producteurs, la sécurité alimentaire et l'environnement. De plus, dans sa définition même, le terme de souveraineté renvoie au rôle de l'État<sup>[5]</sup> et à son pouvoir. L'utilisation du terme, dans de multiples secteurs de l'économie, apparaît aujourd'hui comme une critique d'un État qui s'est trop désinvesti de ces sujets essentiels que sont la sécurité alimentaire, énergétique ou sanitaire (masques et médicaments). Cela témoigne d'une demande d'État, d'intervention, voire de régulation, mais aussi d'une forme d'action publique concertée qui associe les producteurs (ici agricoles) et les citoyens à l'élaboration des politiques publiques.

## **SOUVERAINETÉ ET AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE : QUELLE DIFFÉRENCE ?**



---

[5] Jean Bodin au XVI<sup>e</sup> siècle définit la souveraineté comme « le pouvoir de commander et de contraindre sans être commandé ni contraint par qui que ce soit sur la Terre ».

Dans le débat sur la souveraineté alimentaire, certains se demandent si on peut atteindre l'autonomie alimentaire. Attention aux pièges. Il ne faut pas confondre la souveraineté avec l'autonomie ou l'autosuffisance. La souveraineté induit une capacité stratégique des acteurs à connaître et gérer leur dépendance en mettant en œuvre des politiques adaptées. L'autonomie désigne la capacité à ne pas dépendre d'autrui, à évoluer indépendamment des autres, ce qui, à l'heure de problématiques communes telles que le réchauffement climatique, n'a que très peu de sens. L'autosuffisance, ou l'autarcie, est une situation dans laquelle se trouve un pays ou un individu dont les ressources propres sont suffisantes pour répondre à ses besoins. À l'heure de la mondialisation des échanges, l'autonomie ou l'autosuffisance alimentaires paraissent utopiques, à moins d'une révolution copernicienne de nos modes de vie. Un nombre très limité de pays ou de territoires sont capables de produire de tout et tout le temps, tant les systèmes alimentaires se sont fortement standardisés, déterritorialisés et détemporalisés au cours des dernières décennies. Sommes-nous prêts à nous passer du café matinal, de chocolat dans les viennoiseries ou d'avocat dans le guacamole ?

Ne nous y trompons pas, la souveraineté alimentaire n'exclut pas le commerce ni les échanges. Ils peuvent constituer un outil pour atteindre la sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire serait d'ailleurs, selon ses défenseurs, largement compatible avec la mondialisation, à condition que celle-ci soit guidée avant tout par le bien-être des peuples (producteurs et consommateurs) et la protection des ressources naturelles. Une politique de souveraineté alimentaire implique donc une triple stratégie : pour ce qui peut être produit et consommé sur place, pour ce qui ne peut pas l'être (en sécurisant les flux et en diversifiant les sources d'approvisionnement), et pour ce dont d'autres peuvent dépendre pour leur sécurité alimentaire (exportations).

## LE MIRAGE DU TOUT LOCAL

En outre, la consommation locale, face aux chaînes alimentaires mondialisées, est souvent présentée comme un moyen d'atteindre la souveraineté alimentaire et de limiter l'empreinte carbone individuelle. Là aussi, il ne faut pas tout confondre. Encourager la consommation locale est tout à fait vertueux et permet de soutenir les producteurs, le développement et la résilience des territoires et une répartition plus juste de la valeur ajoutée par la limitation des intermédiaires. Manger local n'est cependant que marginalement lié à la durabilité écologique de l'alimentation. Au niveau mondial, le transport des denrées alimentaires ne représenterait que 5 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre du système alimentaire mondial selon un article paru dans *Nature Food*<sup>[6]</sup>.

[6] Crippa M., Solazzo E., Guizzardi D., et al., "Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions", *Nature Food* 2, 2021, p.198-209.

En France, le transport des denrées représente 13,5 % des émissions de gaz à effet de serre de notre alimentation<sup>[7]</sup>. Si ce chiffre est important, c'est plutôt le mode de production qui pèse le plus lourd dans le bilan carbone de nos assiettes. **La solution se trouve dans une redéfinition de nos pratiques alimentaires, avec une consommation de denrées de saison, locales et produites avec des méthodes durables et rémunératrices des producteurs.** Face à la précarité alimentaire et à l'inflation, l'équation n'est pas simple, mais c'est un autre débat.

## **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UNE POLITIQUE DU VENTRE<sup>[8]</sup> ?**

**Confondre la souveraineté alimentaire avec l'autonomie, l'autosuffisance ou le localisme présente le risque d'une instrumentalisation politique des notions liées à l'alimentation.** La mobilisation du concept sert parfois de socle idéologique au repli sur soi, sur son assiette ou sur son territoire, à la satisfaction de ses besoins ou de ceux de sa communauté. Ce repli se ferait pourtant au détriment de la coopération entre les peuples et d'une compréhension collective des interdépendances. Les défis de la faim, du changement climatique et de la prospérité sont en effet des enjeux communs qui appellent des réponses concertées, co-construites et systémiques à de multiples échelles.

Sécurité et souveraineté alimentaire sont deux notions qu'il faut différencier. De manière schématique, la sécurité alimentaire est un état de fait – celui d'avoir assez de nourriture de qualité – et la souveraineté alimentaire interroge les moyens pour y parvenir et plus spécifiquement les politiques mises en œuvre. Le débat actuel montre une chose : ces deux notions, et la peur de manquer qu'elles sous-tendent, sont globales et ne sont plus, dans les représentations populaires, l'apanage des pays dits « en développement ». Après la pandémie et la guerre en Ukraine, ce sont maintenant les canicules et la sécheresse qui poussent les médias généralistes et les réseaux sociaux à s'interroger sur notre capacité à nous nourrir. Allons-nous cet hiver, en France et en Europe, manquer de lait, de légumes ou de fruits ? Qu'en est-il au niveau mondial ? Jusqu'où ira la déstabilisation sociopolitique et géopolitique que causera l'aggravation de l'insécurité alimentaire ?

---

[7] Barbier C., Couturier C., Pourouchottamin P., Cayla J-M., Sylvestre M., Pharabod I., *L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France. De la production à la consommation*, Club Ingénierie Prospective Énergie et Environnement, IDDRI, ADEME, collection « Expertises », 2019, 22 p.

[8] Concept défini par Jean-François Bayart dans *L'État en Afrique, la politique du ventre*, collection « L'espace du politique », Fayard, Paris, 1990, 439 p.

# Aires alimentaires métropolisées : une solution pour l'Afrique ?

Par Pierre Jacquemot, administrateur du Groupe initiatives, ancien ambassadeur et universitaire.

Publié le 22 août 2022

Comment mener une politique de souveraineté alimentaire efficace dans un contexte de fort développement des villes africaines ? La guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19 ont posé à nouveau la question des dépendances agricoles aux importations pour certains produits clés (céréales, légumineuses, intrants) et ont aggravé l'insécurité alimentaire. Une solution émerge, celle des « aires alimentaires métropolisées ». Densifiées, elles permettraient de constituer des chaînes d'approvisionnement locales et régionales.





## LA FRONTIÈRE CAMPAGNE-VILLE SE BROUILLE

L'Afrique des campagnes a profondément changé durant les dernières décennies. L'extension des villes et le développement progressif des bourgs ruraux ont modifié l'armature spatiale dans de nombreuses régions. Dans la basse vallée du Nil, sur le littoral de Tanger à Casablanca, dans la conurbation sud-africaine du Gauteng, dans le golfe de Guinée centré sur le sud-est du Nigeria et prolongé le long de la côte ouest-africaine, dans la partie nord de la région des Grands Lacs, dans le corridor Nairobi-Kampala, dans les hautes terres éthiopiennes ou dans les noyaux de fort peuplement de la bande soudanienne, la grande majorité des populations rurales vit à moins de 50 km d'une ville d'au moins 50 000 habitants<sup>[1]</sup>.

En 2020, Africapolis a identifié 7 670 centres urbains de plus de 10 000 habitants dans 50 pays<sup>[2]</sup>. On observe autour de ces agglomérations, la constitution d'un chapelet de petites villes intermédiaires construit sur d'anciens noyaux villageois devenus des micro-centres urbains. Routes et marchés, mais aussi infrastructures d'électricité et d'eau, établissements scolaires et structures de santé favorisent la « rurbanisation » de ces espaces. Près des trois quarts de la population africaine vivent ainsi à l'interface entre zones rurales et zones urbaines. On est donc loin de la représentation dualiste parfois dominante. Les catégories « urbain » et « rural » n'offrent qu'une image imprécise – voire fautive – des évolutions en cours. Elles ne rendent pas compte de l'importance de l'urbanisation intermédiaire et des fonctions économiques qu'elle assure.

## L'AGRICULTURE AFRICAINE GUIDÉE PAR L'ESSOR DES VILLES

Selon la FAO, l'économie alimentaire en Afrique devrait atteindre, à l'horizon 2030, 1000 milliards de dollars en valeur. Pour comprendre comment la demande, principalement tirée par une croissance des villes de 4,5 % chaque année, sera couverte, il faut écarter l'idée selon laquelle les villes africaines sont déconnectées des circuits d'approvisionnement en produits du terroir. S'il est exact que pour certains aliments essentiels, comme le blé, le riz, le sucre, le lait en poudre ou certaines huiles, l'extraversion reste un sujet de préoccupation des États, la très grande majorité des denrées consommées en ville provient des exploitations locales et régionales<sup>[3]</sup>.

Selon une étude conjointe de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement, les dépenses alimentaires de Niamey, Abidjan et Rabat en produits

---

[1] Losch B., « L'Afrique des villes a encore besoin de l'Afrique des champs pour répondre aux défis du continent », *Déméter : économie et stratégie agricole*, 2013-2014., p.95-114.

[2] Source OCDE/CSAO, « *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine* », *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, OCDE, Paris 2020.

[3] Sirdey N., Bricas N. et Dia Camara A., « Les systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne : caractérisation et spécificités », *Grain de sel*, n° 81, la revue d'Inter-Réseaux développement rural, 2021, p.6-7.

importés sur le marché international ne dépassent pas 8 % de la consommation alimentaire, avec certes de fortes variations selon les revenus et les classes d'âge<sup>[4]</sup>. La ville et ses périphéries nourrissent la ville. À Dar es Salam, 90 % de la demande en légumes sont assurés par l'agriculture périurbaine. À Kampala, 70 % de la demande en viandes de volaille et œufs sont satisfaits par l'agriculture en étroite proximité de la ville. À Kinshasa, on compte 10 000 maraîchers, dont les deux tiers pratiquent le maraîchage occasionnel pour arrondir leurs fins de mois. L'agglomération (de plus de 10 millions d'habitants) compte 400 marchés, avec environ 1 million de commerçants. Les opportunités commerciales qu'offrent les marchés urbains incitent à une croissance de l'investissement dans l'agroalimentaire par de nouveaux agri-entrepreneurs. Toutes les activités – transport, stockage, transformation, distribution – sont dynamiques dans les zones rurales voisines des villes en croissance. Au Sénégal, la production de fruits et légumes a crû de 140 % entre 2000 et 2020. La région littorale de Dakar assure ainsi la majorité de cette production. La même tendance est observée dans l'espace proche de la majorité des villes d'Afrique.

La croissance urbaine est un moteur de la transformation des systèmes de production agroalimentaire. Certes, le riz et le blé occupent encore une place prépondérante dans l'alimentation des citadins, mais dans la restauration de rue – qui fait vivre 50 000 femmes à Dakar et plus de 100 000 à Abidjan – des plats à base de produits locaux parviennent à conquérir une place au titre du « manger local » : fonio et teff (céréales dites « secondaires »), taro-cocoyam et macabo (à base de tubercules), *allico* (plantain), *atiéké* (manioc), pâte à *ngalakh* (dessert à base de mil et d'arachide), jus de fruits locaux, confiture de *bissap* ou de mangues...

## UN MODÈLE DE VALORISATION DES RESSOURCES ENDOGÈNES

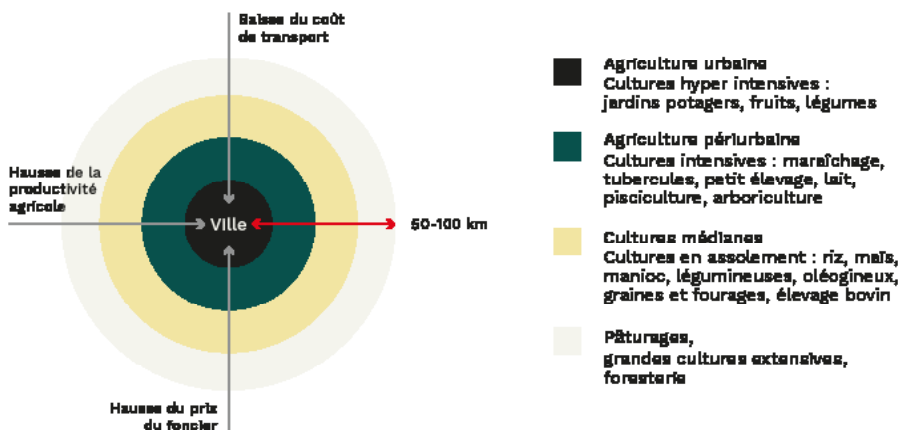
L'imbrication croissante des villes et des campagnes produit de nouvelles formes de territorialités. Autour de toutes les grandes agglomérations africaines, côtières comme intérieures, se forment des « aires agroalimentaires métropolisées » englobant à la fois des villes, des bourgs secondaires, des villages et des campagnes qui présentent un degré élevé d'intégration. Les dynamiques de ces écosystèmes permettent la valorisation des ressources alimentaires endogènes. Leur organisation obéit à une logique géographique de répartition des activités suivant le modèle de Johann Heinrich von Thünen, un hobereau allemand basé à Mecklenburgh, qui a effectué des observations sur ses propres terres avant de publier un ouvrage en 1826, proposant une modélisation originale de la géographie économique<sup>[5]</sup>.

[4] Balineau G., Bauer A., Kessler K. et Madariaga N., *Les systèmes agroalimentaires en Afrique. Repenser le rôle des marchés*, coll. « L'Afrique en développement », coédition de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale, Paris, Washington D C, 2020.

[5] Von Thünen J-H, *Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture* (traduit de l'allemand), Paris, Guillaumet et Cie, Paris, 1851.

Actualisé dans le contexte africain, le modèle donne une organisation intelligente. Le vivrier marchand irrigue le cœur des villes, avec autour de celles-ci, du maraîchage, des cultures fruitières et de l'élevage avicole et laitier. Plus loin, des espaces sont consacrés aux céréales (riz, maïs, sorgho, plus rarement du blé), aux tubercules (manioc, gombo, aubergine...), aux légumineuses (niébé, arachide, pois d'Angole...) et aux légumes supportant le stockage et le transport. Les filières d'élevage périurbaines d'espèces à cycle court (volailles, ovins, caprins, porcins), tout comme la pisciculture paysanne, trouvent également des marchés tirés par une demande urbaine en protéines animales.

L'affectation du sol agricole s'effectue selon des couronnes concentriques plus ou moins régulières, allant du cœur de la ville vers ses périphéries éloignées. Par analogie avec le modèle von Thünen, les cultures les plus rentables et impliquant des coûts de transports élevés par unité produite sont installées au plus proche du marché urbain. Leur productivité couvre une rente foncière élevée. En revanche, les productions ayant un faible coût d'acheminement mais qui sont les moins rentables seront localisées dans des cercles plus éloignés. En un point distant, l'augmentation des coûts de transport peut devenir telle que la rentabilité nette d'un produit devient réshibitoire.



La longueur des chaînes de valeur augmente à mesure que les villes grandissent. On retrouve ici le concept de la fondation RUAF (*Global Partnership on Sustainable Urban Agriculture and Food Systems*) et de la FAO de « City-Region Food System (CRFS) » qui met l'accent sur le développement spatial de systèmes alimentaires intégrés et résilients.

Les analyses de la réorientation des politiques agricoles impliquent que les États s'inscrivent dans une perspective de long terme pour rendre les systèmes alimentaires durables et résilients. La démarche qui met en avant l'écosystème territorial présente de multiples avantages. Elle permet déterminer les zones présentant le meilleur gain comparatif pour des cultures particulières, d'identifier les modes d'organisation des filières agricoles à privilégier, de correspondre aux préférences des consommateurs urbains, de raisonner en termes de services écosystémiques, enfin de modéliser les conséquences positives sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle peut constituer une première approximation pour l'élaboration de politiques et de programmes visant à promouvoir la souveraineté alimentaire, indispensable pour s'extraire des crises récurrentes<sup>[6]</sup>. Reste, à l'évidence, à tenir compte de chaque contexte, avec ses spécificités et ses complexités que le modèle ne peut pas parfaitement appréhender.



---

[6] Nous développons cette approche dans notre livre. P. Jacquemot, *Souverainetés agricole et alimentaire en Afrique, la reconquête*, L'Harmattan, 2021.

# II

## Les filières, des producteurs aux marchés

---



# Étude

## Les politiques publiques en faveur des filières agricoles en Afrique

Par les équipes de la Fondation FARM et de la Fondation Avril

Publié le 7 juillet 2022

Depuis 2019, la **Fondation FARM** et la **Fondation Avril** travaillent sur le **rôle des politiques publiques en faveur du développement durable des filières agricoles en Afrique**. Le thème de cette étude trouve une justification renforcée par l'actualité. L'envolée des prix mondiaux des denrées, déclenchée par la déstructuration des circuits d'approvisionnement due à la pandémie de COVID-19 et amplifiée par l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les marchés et les craintes liées à la sécheresse dans plusieurs zones de production, **menace l'Afrique d'une crise alimentaire grave**.



Elle souligne la nécessité pour la région de **réduire sa dépendance aux importations**, compte tenu du doublement prévu de sa population en 2050 et de l'effet généralement dépressif du changement climatique sur les rendements des cultures.

Dans cette **étude**, les deux fondations ont passé en revue quelques instruments de politique publique mis en œuvre dans **six pays africains** pour lever les contraintes au développement durable de certaines filières agricoles. Ce travail s'est appuyé sur des entretiens avec des acteurs, principalement africains, des filières concernées. **Il a porté sur les thématiques suivantes :**

– en **Côte d'Ivoire** et au **Ghana**, la volonté d'augmenter le prix payé aux producteurs de **cacao** grâce à l'instauration par les gouvernements d'un « différentiel de revenu décent », s'ajoutant au prix du marché mondial ;

– au **Sénégal**, la fermeture quasi totale aux importations de viande de **poulet**, appliquée depuis 2005 pour stimuler l'expansion des filières avicoles locales ;

– au **Rwanda**, le développement de la filière **maïs**, considérée comme prioritaire, pour assurer la sécurité alimentaire du pays et accroître les revenus agricoles ;

– au **Togo**, le renforcement de la filière **soja**, via notamment la professionnalisation des producteurs, le développement de la transformation locale et le rôle stratégique de l'organisation interprofessionnelle regroupant tous les acteurs du secteur ;

– au **Sénégal**, la transformation d'une céréale locale, le **mil**, afin de répondre à la demande croissante des consommateurs urbains ;

– au **Ghana**, l'informatisation et la sécurisation de la délivrance des titres fonciers, grâce à la **blockchain**.

Découvrez les principales leçons tirées de ces études de cas, en téléchargeant l'étude via ce QR code :



# Poulet au Sénégal : bilan d'une filière locale bien développée

Par la Fondation FARM et la Fondation Avril

Publié le 20 septembre 2022

Dans le cadre de l'étude réalisée sur les politiques publiques en faveur des filières agricoles en Afrique, la Fondation FARM et la Fondation Avril se sont penchées sur la filière avicole sénégalaise. En 2005, dans un contexte mondial marqué par la grippe aviaire l'État a décidé la fermeture quasi totale des importations de viande de poulet afin de stimuler les productions locales. Plus de 15 ans après, quel bilan en tirer ?



## HISTOIRE D'UNE FILIÈRE DYNAMIQUE

L'aviculture est l'une des branches les plus dynamiques de l'agriculture sénégalaise. Son dynamisme tient à l'expansion, depuis quinze ans, de la production d'œufs et de poulets de chair réalisée dans des élevages intensifs ou « industriels », qui tend à prendre le pas sur la production traditionnelle, dite « familiale » ou « villageoise », pratiquée dans des basses-cours.



Un facteur majeur de ce succès a été, depuis le 24 octobre 2005, **la suspension par les pouvoirs publics des importations de produits avicoles au Sénégal**, motivée par le risque de contamination des élevages du pays par la grippe aviaire. La mesure cible les volailles vivantes y compris les poussins d'un jour (hors poussins de reproducteurs), les viandes et découpes de volailles, ainsi que les œufs et ovoproduits destinés à la consommation. Les œufs à couver ne sont pas concernés par cette interdiction.

## L'ESSOR DE LA PRODUCTION LOCALE

Cette mesure sanitaire est aussi officieusement une réponse à la hausse des importations de découpes de poulet et de carcasses de poule de réforme – des sous-produits des filières européennes, américaines et brésiliennes – survenue au début des années 2000. En 2004, ces importations constituaient plus du tiers de la consommation sénégalaise. La production intensive de viande de poulet a fortement augmenté depuis la fermeture des frontières, avec des effets bénéfiques importants sur l'emploi, effets directs (dans les secteurs de l'élevage et de la transformation) et indirects (via notamment l'accroissement de la production d'aliments pour volailles). Le nombre total d'emplois générés par la filière avoisinait 60 000 en 2018.

## UNE PRODUCTION EN FORTE HAUSSE

La plupart des élevages « industriels » sénégalais sont de taille modeste (autour de 1 000 oiseaux par cycle de production de 45 jours), mais on compte également quelques grandes unités (plus de 10 000 oiseaux)<sup>[1]</sup> dotées de leur propre abattoir. Un gros intégrateur, Sedima (120 000 oiseaux), est présent à tous les stades de la filière, de l'accoupage à la transformation. Il possède sa propre usine d'aliments pour volailles et fait également produire des poulets sous contrat, en fournissant à des éleveurs les intrants requis (poussins et aliments).

Selon les données de la FAO, **la production de viande de poulet au Sénégal a pratiquement quadruplé depuis 2005** pour atteindre 114 200 tonnes en 2019. Ce tonnage inclut à la fois la production villageoise et industrielle. Cette dernière a été multipliée par huit entre 2005 et 2018, date à laquelle elle représentait, selon nos estimations, environ 80 % de la production totale de viande de poulet<sup>[2]</sup>. La quasi-totalité de la production est destinée au marché intérieur, les exportations vers les pays voisins étant marginales.

---

[1] Ce qui reste modeste par rapport à l'élevage en Europe. La capacité moyenne d'un atelier français professionnel est de 30 000 animaux, contre 60 000 en Allemagne et 90 000 pour les britanniques (source ITAVI 2014).

[2] Selon les chiffres officiels, les effectifs de poulet industriel et familial représentaient respectivement 64 % et 36 % du nombre total de poulets au Sénégal en 2019. La part du poulet industriel dans la production de viande de poulet est encore plus élevée, en raison de la meilleure productivité des élevages intensifs.

Malgré tout, **l'industrie avicole sénégalaise a beaucoup souffert de la crise de la COVID-19**. Les mesures d'urgence prises par le gouvernement ont permis de réduire les conséquences de la crise sanitaire sur le secteur avicole. Pour autant, la fermeture des hôtels, restaurants et marchés, ainsi que l'interdiction de la circulation urbaine, ont eu des effets drastiques sur tous les segments de la filière. Selon une évaluation préliminaire, le chiffre d'affaires de la viande de volaille a diminué de 25 % environ en 2020. Plus récemment, la guerre en Ukraine, qui a entraîné une hausse du prix de l'alimentation animale, a aussi durablement fragilisé la filière.

## D'AUTRES PAYS AFRICAINS ONT RESTREINT LES IMPORTATIONS

Le Sénégal n'est pas le seul pays africain à protéger son secteur avicole. Le Cameroun a restreint ses importations de découpes de poulets entre 2005 et 2016. Cette mesure a favorisé le développement de la production locale, qui a augmenté de moitié entre 2005 et 2019, créant des milliers d'emplois. De même, depuis 2005 en Côte d'Ivoire, la mise en place d'une taxe à l'importation de 1,50 euros le kilo sur les découpes de poulets a permis à la filière avicole de prendre son envol (+83 % entre 2005 et 2019).

à contrario, les pays africains qui n'ont pas suivi la politique commerciale du Sénégal, du Cameroun ou de la Côte d'Ivoire se sont vite retrouvés submergés par la concurrence des importations à bas prix, venues d'Europe, des États-Unis et du Brésil, directement ou indirectement subventionnées.

**ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE VIANDE DE POULET AVANT ET APRÈS LES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION**



Le Ghana est peut-être l'exemple le plus emblématique en Afrique de l'Ouest. La filière avicole ghanéenne, qui était l'un des secteurs clés de l'économie avant la libéralisation au début des années 2000, a perdu beaucoup de parts de marché au bénéfice du poulet surgelé en provenance de l'Union européenne, des États-Unis et du Brésil<sup>[3]</sup>. Les quantités importées ont triplé en l'espace de 15 ans, provoquant la disparition d'un grand nombre d'élevages. En 2019, elles avoisinaient 150 000 tonnes, soit plus du double de la production du Ghana.

## UNE POLITIQUE ET SES LIMITES

L'incidence bénéfique de l'interdiction des importations sur la production de viande de poulet au Sénégal ne doit pas masquer quelques inconvénients et écueils. Tout d'abord, la dépendance aux importations de viande de poulet est, de fait, devenue une dépendance aux intrants importés induits par le développement de la filière. Il s'agit de l'alimentation animale et des œufs à couver dont les prix ont d'ailleurs fortement augmenté depuis 2005.

Ensuite, l'absence de concurrence étrangère contribue à maintenir les prix du poulet<sup>[4]</sup> à un niveau relativement élevé et n'incite pas les producteurs à améliorer la qualité<sup>[5]</sup>, ce qui freine la demande et l'expansion du marché.

Enfin, bien qu'elle soit juridiquement autorisée par les traités de la CEDEAO ou de l'UEMOA et légitime sur le plan de la protection sanitaire, cette mesure de restriction aux importations se heurte aux efforts de libéralisation des échanges au sein des communautés économiques régionales et de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF).

## UNE FILIÈRE QUI A DE L'AVENIR

Même si le poulet demeure une source de protéine relativement chère, il est devenu la première viande consommée, contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Selon nos estimations, la consommation individuelle de viande de poulet au Sénégal, y compris la volaille familiale, a pratiquement doublé depuis une dizaine d'années, passant de 3,6 kg par personne en 2010 à environ 7 kg en 2019<sup>[6]</sup> (par comparaison, la consommation

---

[3] En 2003, les volailles importées provenaient pour 72 % de l'UE, 24 % du Brésil et 2 % des USA/Canada. Source : Bame/MP ([bameinfopol.info](http://bameinfopol.info)).

[4] En 2003, le prix au détail du poulet importé était de 1400 fcfa/kg et du poulet local était de 1900 fcfa/kg. Source : Bame/MP ([bameinfopol.info](http://bameinfopol.info)) – en 2021, le prix du poulet local est de 3000 fcfa/kg environ.

[5] Par exemple, en segmentant l'offre avec des labels : poulet fermier, label rouge, bio, plein air ...

[6] Estimation obtenue en divisant la production de viande de poulet (source : FAO) par la population du Sénégal. L'AFAO ne précise pas si la quantité de viande de poulet est exprimée en équivalent carcasse, en équivalent prêt-à-cuire ou dans une autre unité.

individuelle de volaille en France était de 28,5 kg en 2018, dont 19,5 kg de poulet). Les fermes de reproducteurs mises en place par Sedima renforcent également l'autonomie de la filière, alors que la majorité des œufs à couver provenaient jusque-là de l'étranger (France, Brésil, Maroc...).

Ce succès est dû essentiellement à l'augmentation du revenu moyen des ménages (liée à l'émergence des classes moyennes, plus sensibles à une offre segmentée) et aux labels qui se développent, ainsi qu'à l'urbanisation, qui modifie les habitudes alimentaires. La place croissante que prend la grande distribution encourage aussi la demande de poulet, en particulier issu d'élevage de plus grande taille.

L'élevage de poulet reste un secteur clé pour le Sénégal. Les aviculteurs sont bien conscients qu'ils doivent se préparer à une réouverture des frontières, mais demandent que des mesures transitoires soient mises en œuvre pour améliorer la compétitivité de leur secteur afin de les préparer à cette échéance. Il s'agirait notamment de moderniser les abattoirs et d'aider à la construction d'infrastructures de congélation pour stocker les poulets et réguler les quantités commercialisées.



# III

## Résilience des territoires ruraux

---



## ÉTUDE

# Comment assurer les disponibilités alimentaires du continent africain à l'horizon 2050 ?

Par Bertrand Schmitt, Agneta Forslund, Anaïs Tibi, Hervé Guyomard et Philippe Debaeke (INRAE), à la demande de la Fondation FARM

Publié en juin 2021

Sous l'effet notamment d'un dynamisme démographique exceptionnel, la demande du continent africain en produits agricoles évoluera considérablement d'ici à 2050. En Afrique subsaharienne, caractérisée par des déficits nutritionnels aujourd'hui importants, le nécessaire rattrapage nutritionnel à accomplir renforcerait encore la croissance de la demande alimentaire, jusqu'à la faire tripler en quarante ans.

Les performances techniques des agricultures africaines, en particulier les rendements des cultures – globalement faibles – ne suffiraient pas à couvrir de telles évolutions des besoins sans une extension importante des surfaces cultivées. Même avec une forte amélioration de ces performances techniques, matérialisée par les projections optimistes des rendements végétaux retenues par la FAO (2012), la couverture des besoins liés à une alimentation plus « saine » (au sens des recommandations de l'OMS) des populations africaines nécessiterait une augmentation de 122 millions d'hectares des surfaces cultivées africaines, soit une croissance de 47 % par rapport à la situation initiale de « 2010 ». Des évolutions techniques plus modérées, dans la lignée de la FAO (2018), se traduiraient par un doublement des surfaces cultivées du continent, soit +272 millions d'hectares. Des terres cultivables sont potentiellement disponibles sur le continent sans empiéter directement sur les surfaces forestières : elles correspondent à des surfaces aujourd'hui herbacées, à potentialité agronomique suffisante pour les mettre en culture.

Une hypothèse alternative consiste à maintenir les surfaces cultivées mondiales à leurs niveaux de « 2010 » pour limiter au maximum les conséquences environnementales de leur extension. Cependant, cette solution ne pourrait être mondialement soutenue que dans l'hypothèse d'une forte augmentation des rendements, résultant d'un dynamisme des évolutions techniques de type FAO (2012). En contrepartie de cette contrainte sur les surfaces cultivées, on assisterait

à une augmentation importante de la dépendance des régions africaines aux importations agricoles : ainsi, par exemple, le taux de dépendance aux importations agricoles des régions subsahariennes passerait de 12-15 % en « 2010 » à environ 40 % en 2050.

Les surfaces agricoles ne se limitent toutefois pas aux seules surfaces cultivées. L'analyse des besoins de surfaces en herbe mobilisées par les animaux d'élevage est également cruciale pour disposer d'une image complète de l'extension possible des surfaces agricoles, et donc des risques de déforestation et des risques climatiques et environnementaux liés. Une telle analyse est toutefois très délicate à réaliser, compte tenu notamment de la possible surestimation de ces surfaces dans les statistiques de la FAO, ainsi que des incertitudes sur les progrès techniques envisageables dans le secteur de l'élevage (qu'il s'agisse des efficacités animales ou de l'intensité du recours à ces surfaces en herbe pour l'alimentation des animaux). Notamment en Afrique où l'élevage, le cheptel



et le pastoralisme jouent divers rôles bien spécifiques. L'important accroissement des besoins des populations africaines en produits animaux – besoin renforcé sous hypothèse d'une transition vers des régimes alimentaires plus « sains » – se combine aux faibles performances techniques de l'élevage pour engendrer une explosion des besoins de surfaces en herbe mobilisées par le cheptel. En Afrique subsaharienne, compte tenu des données et des hypothèses retenues dans cette étude, ces besoins dépasseraient les limites physiques des terres totales disponibles.

Plusieurs actions visant à limiter l'extension des surfaces en herbe destinées à l'élevage au détriment des forêts africaines sont alors explorées (amélioration de la productivité de ces surfaces, perfectionnement des efficacités animales, substitution accentuée de la viande de ruminants par la viande de granivores dans le régime alimentaire « sain »). S'ils limitent bien l'extension des surfaces en herbe africaines, ces leviers ne suffisent cependant pas à supprimer les risques de déforestation du continent. Il y aurait donc lieu d'actionner des leviers complémentaires (réduction des pertes et gaspillages, notamment au niveau de l'offre, substitution à la consommation des produits animaux par des produits végétaux, substitution à l'offre des productions de ruminants par des productions de monogastriques, etc.) ou d'accentuer l'ampleur de ceux examinés pour tenter d'éliminer ces risques dont les conséquences en matière de lutte contre le changement climatique et contre la dégradation de la biodiversité sont majeures, tant à l'échelle africaine qu'à l'échelle mondiale.

En résumé, l'analyse témoigne de la pression sur les terres, cultivées et en herbe, induite en premier lieu par la démographie africaine, ceci d'autant plus si on y ajoute un objectif normatif d'évolution vers des régimes permettant de combler les déficits nutritionnels des populations de ce continent. Ces difficultés se doublent de verrous, non étudiés dans ce rapport, à lever tout au long de la chaîne alimentaire pour assurer le stockage, le transport (qu'il s'agisse de biens domestiques ou importés) et la distribution des biens alimentaires.

Pour avoir accès à l'étude,  
suivez ce QR code :





# Les légumineuses, graines de star

Par la Fondation FARM

Publié le 31 octobre 2022

Le 18 octobre dernier, le deuxième numéro de l'émission *Transition(s)* était consacré aux légumineuses alimentaires, des graines qui présentent de nombreux avantages, notamment celui de participer à l'accélération des transitions agricoles et alimentaires. La filière se porte-t-elle bien ? Comment soutenir son développement dans les pays du Sud et du Nord ? Quelles sont les problématiques restant à résoudre ? Retrouvez l'intégralité de l'émission ainsi qu'une synthèse des échanges entre nos invités.

Vous les croisez très régulièrement dans vos assiettes. Haricots, pois, lentilles, fèves... Ces graines appartiennent toutes à la grande famille des légumineuses. Elles ne manquent pas d'atouts : riches en protéines, elles sont également une très bonne source de vitamines et de minéraux. De plus, elles jouent un rôle essentiel dans la rotation des cultures : une nouvelle étude vient de démontrer qu'elles améliorent les rendements des cultures principales de 20 % environ<sup>[1]</sup>.

## PANORAMA MONDIAL DES LÉGUMINEUSES ET DES RÉCOLTES À VENIR

De nombreux acteurs font vivre la filière des légumineuses à travers le monde. En France, à Chaserey dans le Grand Est, la ferme Parthiot, par exemple, les cultive dans leur grande diversité. Précurseur et passionné par le monde végétal, Guy Parthiot a transmis son éthique à ses enfants, Guillaume et Julien, qui développent l'entreprise à ses côtés. Experte en légumineuses (lentilles, lentillons de Champagne, pois verts cassés, pois chiches, lingots blancs et rouges...), la ferme travaille aujourd'hui avec 120 producteurs dans une démarche durable, raisonnée et respectueuse des écosystèmes.



[1] Zhao J., Chen J., Beillouin D. et al., « Global systematic review with meta-analysis reveals yield advantage of legume-based rotations and its drivers », *Nature Communications* 13, n°4926, 2022.

Un autre acteur des légumineuses en France est l'entreprise HARI&CO. Créée en 2014 à Lyon par Emmanuel Brehier et Benoît Plisson, deux étudiants de l'ISARA Lyon, HARI&CO a réussi à remettre au goût du jour les légumineuses. Les recettes concoctées par l'entreprise sont aujourd'hui présentes en restauration collective, mais également dans près de 5 000 magasins en France. HARI&CO a même créé sa propre filière de légumineuses dans la Drôme.

Malgré une filière en croissance et une consommation partout sur la planète, les légumineuses alimentaires ne sont pas encore une composante majeure des systèmes agricoles. Dans la plupart des pays, elles représentent moins de 15 % de la surface cultivée en céréales et légumineuses (FAO Stat, 2020). Néanmoins, à l'échelle mondiale, « cette culture est vraiment stratégique au niveau économique et environnemental », précise Aymen Frija, économiste et chercheur à l'ICARDA en Tunisie.

En raison du réchauffement climatique, de l'action d'un ravageur (la bruche) et de la crise sur les prix et les intrants, la production mondiale de légumineuses enregistre une baisse de 20 % en 2022. La France n'échappe pas à ce constat. « Les épisodes de sécheresse de l'été dernier ont vraiment pénalisé les rendements », confirme Guillaume Parthiot, producteur et co-gérant de la ferme Parthiot, qui souligne également que « le niveau de rentabilité des légumineuses est tout juste suffisant pour les mettre en production ».

## LES LÉGUMINEUSES, ACCÉLÉRATEUR DE TRANSITIONS ?

Les bienfaits des légumineuses ne sont plus à démontrer. Source de protéines à moindre coût, notamment dans les pays du sud, elles sont particulièrement importantes pour les populations à faible pouvoir d'achat. « Dans toutes les cuisines traditionnelles végétariennes du monde, on retrouve cet équilibre entre céréales et légumineuses. Le Dhal de lentilles, mélange de lentilles corail et de riz, en est un parfait exemple », explique Emmanuel Brehier, co-fondateur de HARI&CO. La diversité dans les assiettes se retrouve aussi dans les systèmes de cultures, ce qui a des répercussions positives en agriculture, sur la biodiversité, les sols, l'eau et également sur les revenus des agriculteurs.

Les légumineuses ont en effet un véritable intérêt agronomique « puisque ce sont des plantes qui sont capables de fixer l'azote atmosphérique, ce qui évite aux agriculteurs d'apporter des engrais azotés minéraux et chimiques dans les rotations de cultures. Compte tenu du marché actuel et des prix des engrais, il s'agit d'un atout non négligeable », détaille Guillaume Parthiot. Ce dernier souligne également que les légumineuses sont une bonne source de

diversification des cultures pour briser les cycles des maladies, des ravageurs et des adventices.

Un autre duo vertueux, est celui de la production de légumineuses et de l'élevage. « Dans les pays du Sud, les systèmes mixtes « culture-élevage » sont très importants pour le développement de l'économie locale », confirme Aymen Frija.

## COOPÉRER POUR MIEUX SE DÉVELOPPER

Ces productions sont au cœur des transformations de notre agriculture et de notre alimentation. Ce sont également de réels vecteurs de coopération internationale. Celle-ci paraît essentielle lorsqu'on évoque la recherche variétale, un domaine « en souffrance en France depuis plusieurs décennies », exprime Guillaume Parthiot. « Cette filière intéresse moins les semenciers français alors qu'au Canada, par exemple, la recherche permet de faire émerger près de vingt nouvelles variétés par an. »

Shiv Kumar Agrawal, chercheur indien à l'ICARDA, est persuadé qu'une coopération accrue entre les pays du Nord et du Sud va améliorer la production mondiale de légumineuses. « L'ICARDA a mis au point un certain nombre de solutions génétiques et agronomiques autour de la découverte, du déploiement et du développement de germoplasmes climato-intelligents de pois chiche, de lentille, de fève et de pois. Ces variétés sont résistantes aux stress biotiques et abiotiques. Le projet « Union européenne-FIDA », qui a été mis en place il y a quelques années, a permis de déployer ces nouvelles variétés intelligentes dans les champs des agriculteurs ».

Il est donc aujourd'hui particulièrement important de créer des espaces de discussion et de co-construction de solutions, entre Nord et Sud mais aussi entre secteur public et privé. C'est essentiel pour la filière des légumineuses. Les défis à relever et les solutions doivent être partagés le plus largement possible.

Pour voir l'émission,  
rendez-vous sur la chaîne Youtube  
de la Fondation FARM en suivant ce QR code :



# Inde, France, Mali... les promesses de l'agriculture naturelle

Par l'équipe de la Fondation FARM

Publié le 24 juin 2022

Le 9 juin dernier, la Fondation FARM a lancé une nouvelle émission baptisée « Les rendez-vous sud-nord des transitions agricoles ». Le premier numéro était consacré aux promesses de l'agriculture naturelle en Inde (dans l'État de l'Andhra Pradesh) où le plus grand projet agroécologique au monde a été lancé il y a 6 ans.



**En Inde**, au pays de la Révolution Verte, un immense pari agricole est en passe d'être remporté. En 2016, l'État de l'Andhra Pradesh a lancé l'agriculture naturelle dite à « zéro budget ». Cet État tente de rallier plus de 6 millions de paysans à une série de pratiques vertueuses pour l'environnement, les ressources naturelles et les producteurs : une agriculture sans engrais, ni pesticides. L'objectif est tout d'abord d'améliorer le revenu des agriculteurs, d'assurer la sécurité alimentaire des habitants tout en restaurant et en conservant les sols.

Plus de 6 ans après son lancement, où en ce programme, décrit comme le plus grand projet agroécologique au monde ? Les promesses sont-elles tenues ? Quelles en sont les limites ? Bruno Dorin, chercheur-économiste au Cirad et au CSH de New Delhi connaît parfaitement ce sujet.

Au cours d'un exposé d'une vingtaine de minutes, Bruno Dorin nous a parlé de ce boom de l'agriculture naturelle en Andhra Pradesh. En 2016, la crise (socio-économique, sanitaire, environnementale...) a fait naître à de nouvelles aspirations, avec des sciences, des technologies et des communautés qui soient plus en harmonie avec la nature.

Une niche sociotechnique alternative a alors émergé autour d'une figure emblématique de l'agriculture locale, Subhash Palekar (région du Maharashtra) et un programme ambitieux nommé « ZBNF » (*Zero Budget Natural Farming*), basé sur trois éléments :

- **la polyculture**
- **un labour minimum**
- **des semences locales**

Lancé en 2016, et piloté par Vijay Kumar, un ancien haut fonctionnaire et conseiller à l'agriculture du gouvernement d'Andhra Pradesh, le programme ZBNF a déjà porté ses fruits. Début 2020, 695 000 agriculteurs de l'État ont adopté ce programme.

#### **Selon Bruno Dorin, les bénéfices sont visibles :**

- **une hausse du revenu net et une réduction du coût des intrants (engrais, pesticide, énergie...)**
- **il n'y a pas de baisse de rendement (riz, canne à sucre...), voire celui est plus élevé (légumineuses...)**
- **une meilleure alimentation des habitants (nutrition...)**
- **une meilleure alimentation des animaux**

#### **Ailleurs dans le monde, comment évoluent les pratiques agricoles ?**

**En France**, de nombreux agriculteurs ont déjà intégré des pratiques similaires. C'est le cas de **Thierry Desvaux**, agriculteur dans l'Yonne et membre du réseau **AFDI** (Agriculteurs français et développement international). Il produit des protéagineux, du colza, du tournesol, du maïs, du chanvre et du blé. « *On fait une rotation afin d'être cohérents selon les récoltes* ». En 2009, il décide de mutualiser

ses compétences et ses terres avec 3 agriculteurs. « *Cette rupture a été assez brutale au départ mais les résultats au niveau de la régénération des sols ont été stupéfiants* ».

Tout en conservant une production stable (environ 8 tonnes/hectare), Thierry Desvaux a rendu le sol plus vivant, même s'il reste encore vulnérable, aux ravageurs notamment. « *On a enlevé près d'un tiers de produits chimiques – cela reste encore insuffisant à nos yeux –, et on a réduit de moitié notre consommation de carburant. Ces éléments nous donnent de bons résultats économiques et environnementaux* ».

Parmi les autres pistes d'amélioration, Thierry Desvaux souhaite développer l'utilisation de produits de biocontrôle sur son exploitation. Seules ou combinées à des produits conventionnels, ces solutions issues de la nature allient efficacité, praticité et respect de l'environnement. « *L'agriculture naturelle est un outil de résilience face à la flambée des prix et les problèmes liés au changement climatique, clame-t-il. Les agriculteurs doivent prendre soin de nos écosystèmes* ».

**Un autre regard pertinent** sur ce modèle d'agriculture naturelle est celui de **Kalifa Traoré**, directeur de l'Institut d'économie rurale (IER) au Mali. Ce spécialiste de l'adaptation des agricultures au changement climatique pense que l'exemple indien a toute sa place au Mali et en Afrique, d'un point de vue écologique, mais également économique : « *Par exemple, notre système cotonnier est trop consommateur d'engrais, il faudrait essayer de nouvelles méthodes, avec moins de fertilisants, et donc moins coûteuses* ».

Dans le contexte actuel de hausse très importante du prix des intrants à travers le monde, l'exploration de telles solutions représente un intérêt certain pour sécuriser le revenu des agriculteurs. Toutefois la transition vers ces formes d'agricultures écologiquement intensives doit être accompagnée par les pouvoirs publics, les acteurs du développement et des filières agroalimentaires. Or, comme l'ont rappelé nos invités, les aides publiques – et les soutiens en général – sont insuffisamment destinées au déploiement et à l'adoption de ces solutions.

Pour voir l'émission,  
rendez-vous sur la chaîne Youtube  
de la Fondation FARM en suivant ce QR code :









# L'OBSERVATOIRE

---

# L'Observatoire mondial des soutiens publics à l'agriculture

Si l'agriculture et l'alimentation sont pour l'ensemble des pays des **activités essentielles pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD)**, tous ne soutiennent pas ces secteurs de la même manière.

La Fondation FARM a développé un observatoire mondial pour **suivre, analyser, et comparer le soutien** octroyé par les gouvernements à l'agriculture et à l'alimentation.

## POURQUOI UN OBSERVATOIRE ?

L'agriculture et l'alimentation sont au cœur des 17 Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations unies en 2015. Ils apportent une **contribution essentielle, directe ou indirecte, à la santé des individus, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois ou encore à la protection de la biodiversité et des ressources naturelles**. Cette contribution prend une importance capitale dans l'ensemble des pays, quel que soit leur niveau de revenus, en particulier dans le contexte des chocs climatiques, politiques et sanitaires.

Différentes politiques sont mises en œuvre pour permettre le développement du secteur agricole et agroalimentaire à travers la planète. Or, **on manque aujourd'hui d'une vision globale des mesures et des outils utilisés pour soutenir l'agriculture**.

L'Observatoire mondial du soutien à l'agriculture, initié par la Fondation FARM, propose de **documenter et d'analyser ces politiques agricoles**. En agrégeant plusieurs types de données, rendues **accessibles à tous et gratuites**, FARM offre un outil indispensable de comparaison – en termes quantitatifs et qualitatifs – des soutiens à l'agriculture.

## LES OBJECTIFS DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire mondial du soutien à l'agriculture a un **double objectif**.

Il permet tout d'abord de suivre et d'évaluer les politiques publiques agricoles ainsi que les différents engagements des États en matière d'accompagnement et de soutien au secteur agricole et aux filières agroalimentaires. Les analyses qui seront produites permettront de rendre compte de l'évolution de l'action publique en matière agricole et alimentaire.

Ensuite, l'Observatoire doit permettre d'informer les acteurs qui prennent part à la fabrique des politiques publiques : les citoyens, chercheurs, décideurs publics et privés. C'est dans ce but que l'Observatoire est transparent, accessible gratuitement et qu'il met les données et analyses à la disposition de ses utilisateurs.

## LISTE ET DÉFINITIONS DES INDICATEURS

### Dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation

Il s'agit de tous les décaissements budgétaires/publics consacrés au développement du secteur agricole. Les dépenses comprennent des transferts budgétaires aux producteurs, des transferts aux consommateurs pour l'accès aux produits de base, et des services collectifs pour le développement du secteur agricole (infrastructures, formation, recherche, etc.).

### Soutien des prix du marché

Il traduit la valeur monétaire des soutiens aux producteurs découlant uniquement des mesures créant un écart entre le prix à l'intérieur des frontières d'un pays et le prix mondial pour un produit agricole donné. Plusieurs mesures de politiques peuvent influencer sur le prix d'un produit comme les droits de douane, les taxes ou subventions à l'exportation, etc. Dans l'Observatoire de FARM, cet indicateur n'est pas disponible pour tous les pays.

### Soutien total à l'agriculture et à l'alimentation

Il représente la somme des soutiens des prix du marché et des dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation. Il n'est accessible que pour une partie seulement des pays de l'Observatoire.

*Une note méthodologique est disponible sur notre site et explique l'ensemble des calculs et des sources utilisées pour construire les indicateurs de l'Observatoire de FARM.*

Pour découvrir notre Observatoire,  
flashez ce QR code :





# FARM DANS LES MÉDIAS

---



The screenshot shows the RadioFrance website interface. At the top, there are navigation links for 'Radiofrance', 'Rechercher', 'Bibliothèque', and user account options. Below this is a 'France culture' section with a menu for 'Grille des programmes', 'Podcasts', 'Fictions', 'Documentaires', 'Savoirs', and 'Arts et Création'. The main content area features a large article titled 'Crise alimentaire : un espoir pour ceux qui ont faim ?' dated 'Mer 3 août 2022'. A prominent purple button says 'ÉCOUTER (30 MIN)'. To the right is a video thumbnail of a blue cargo ship named 'RAZON' with the text 'La première cargaison de céréales ukrainiennes a quitté le port d'Odessa le 31 août. AFP PHOTO / Bureau de presse du ministère de la Défense de la Turquie'. Below the video are icons for bookmarking and sharing.

**RadioFrance - 2 août 2022**



The screenshot shows a news broadcast from Arte. A male presenter in a striped shirt is speaking. The background is a studio set with a large 'actu' logo in the top right. A red banner at the bottom of the screen reads 'Le manque d'eau menace les récoltes partout en France. Sécheresse : comment sauver notre agriculture ?'. A '28' logo is visible in the bottom left corner, and a '28' logo is in the bottom right corner.

**Arte - Emission 28 minutes - 3 août 2022**

# L'Afrique peut-elle devenir autosuffisante pour son alimentation ?

Anne Cheyvalle  
acheyvalle@lefigaro.fr

La guerre en Ukraine souligne les faiblesses du continent. Les défis à relever sont de taille mais le potentiel, immense.

**AGRICULTURE** La guerre en Ukraine, en provoquant une crise alimentaire et énergétique majeure, a renforcé, partout dans le monde, l'urgence qu'il y a de renforcer la souveraineté. Étrange et paradoxe, l'Afrique se retrouve en première ligne, depuis le déclenchement du conflit, qui a fait « envoler le prix des denrées agricoles, déjà en forte augmentation à cause de la pandémie, qui a perturbé les circuits d'approvisionnement, les alertes se multiplient sur l'aggravation de la faim et de la pauvreté sur le continent. L'explosion démographique – la population africaine va doubler d'ici 2050 – complique encore le défi. Bien qu'il en fasse globalement, la production agricole sur habitant stagne.

En pointant, les pays africains manquent pas d'atouts pour produire plus et disposent de 60 % de terres arables, d'écosystèmes favorables et d'une main-d'œuvre jeune. La crise actuelle doit créer un électrochoc, accélérer la transition structurelle, plaider pour Malibari Diop, directeur général d'Ifa, filiale de financement de la Banque mondiale au secteur privé, lors de l'Africa CEO Forum. Depuis ce « Davos africain » organisé à Abidjan, il martèle : « Afrique, pour nourrir l'Afrique ».

## UNE DÉPENDANCE FORTE

Il reste du chemin à parcourir. L'Afrique affiche le déficit commercial agroalimentaire le plus élevé après l'Asie. Plus de 45 pays du continent (sur 54) sont importateurs nets. L'Afrique du nord est très dépendante sur les huiles et les céréales et grande consommatrice de blé pour son pain et le couscous, qui possède peu en Afrique. L'Égypte, très dépendante de l'Ukraine et de la Russie, en est d'ailleurs le premier importateur mondial.

« L'Afrique du Nord a des capacités limitées en terre et en eau pour réduire sa dépendance structurelle, à moins de changer radicalement de régime alimentaire, ce qui semble exclu à court terme », commente Matthieu Le Criv, responsable de la division agricole à l'Agence française de développement.

La dépendance au riz, aliment de base pour beaucoup d'Africains, reste importante, même si une production locale se développe. « L'autosuffisance est correcte sur les tubercules (igname, taro, manioc) », pointe Matthieu Brun, directeur scientifique de la Fondation Forum pour l'agriculture et la ruralité dans le monde. L'export cite les progrès sur le banane plantain « qui suit transformer » et le café, en Éthiopie. Cette céréale, la base de la sécurité alimentaire nationale, sert à conditionner l'impact, galette consommée à chaque repas. « Il faut protéger en mettant des restrictions aux exportations », précise l'expert.

Une solution passe par cette nouvelle crise et de changer les habitudes alimentaires, notamment en fabriquant la farine à partir de manioc ou de banane plantain. Il existe de grandes disparités selon les régions, en fonction des climats, des sols, de la phytogénétique ou encore des régimes alimentaires.

« L'agriculture est très contrainte par la géographie dans la bande sahélo-saharienne au Soudan ouest et à Djibouti », illustre Sébastien Abis, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et directeur général du Club Demeter, spécialiste en agriculture. Les études montrent que l'Afrique subsaharienne se nourrit à 80 % d'équivalent blé, alors que le régime est sans-potentiels. Le problème d'insécurité alimentaire, de malnutrition, est avant tout un problème de pauvreté en Afrique, relève Jean-Christophe Debat, expert des politiques agricoles. Le continent produit très en dessous de son potentiel.

En matière de dépendance, remarque Sébastien Abis, il ne faut pas « doubler les circuits longs, car il y aura toujours des complémentarités à l'échelle mondiale ». Le soutien est tiré des fruits tropicaux, du café et du venin d'Afrique. Ces variables structurelles risquent de s'aggraver avec le déclin climatique.

Le réchauffement de la planète, la multiplication des sécheresses, des ouragans et des inondations mettent en péril le développement agricole. L'Afrique du Nord a connu ces dernières années de mauvaises récoltes, tout comme l'Afrique de l'Ouest. Les sécheresses ont entraîné des pertes déterminantes. Les Nations unies ont alerté en printemps sur « situations catastrophiques » en Afrique de l'Est, qui touche Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, où 20 millions de personnes sont menacées de famine à cause du manque de pluie depuis quatre ans.

## DÉFI SÉCURITAIRE ET CLIMATIQUE

Le réchauffement de la planète, la multiplication des sécheresses, des ouragans et des inondations mettent en péril le développement agricole. L'Afrique du Nord a connu ces dernières années de mauvaises récoltes, tout comme l'Afrique de l'Ouest. Les sécheresses ont entraîné des pertes déterminantes. Les Nations unies ont alerté en printemps sur « situations catastrophiques » en Afrique de l'Est, qui touche Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, où 20 millions de personnes sont menacées de famine à cause du manque de pluie depuis quatre ans.

Le enjeu est de ne pas accélérer la déforestation et de promouvoir une agriculture durable. De quel senser le débat : vous nous demandez de faire des efforts, alors que vous avez détruit des terres et pollué à coups de culture intensive, d'engrais et de pesticides, dilués en substance les Africains aux économies avancées. L'Afrique consomme 18 kg d'éléments nutritifs par hectare, contre une moyenne mondiale de 100 kg. Ses rendements agricoles sont très inférieurs à ceux des autres régions en développement, en particulier l'Asie. L'instabilité politique, les crises et les conflits dans l'Afrique ont trop souvent le théâtre agricole ni frein. « Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans sécurité ni stabilité politique », insiste Sébastien Abis. L'agriculture souffre du terrorisme qui gangrène la région du Sahel. Au Burkina Faso, pays agricole, les paysans ont peur d'aller aux champs. Au Nigeria, le grand producteur du nord du pays est tenu par Boko Haram. Le problème de sécurité que constitue le climat. « Au Niger, les populations nomades ne peuvent plus nourrir le bétail, ce qui génère des conflits avec les agriculteurs sédentaires », illustre Matthieu Brun.

« Les défis se doublent de contraintes logistiques, plus fortes dans les pays enclavés. Le mauvais état des routes, le manque d'accès à l'énergie, d'infrastructures pour le stockage et la conservation empêchent de limiter les pertes de l'ordre de 30 % à 40 %. La chaîne du froid est quasi inexistante.

## DES EXEMPLES D'AUTOSUFFISANCE

Pourtant, l'argent afflue des bailleurs internationaux, des fondations, comme celui de Bill et Melinda Gates, ou des fonds privés, émanant de plus en plus d'entrepreneurs africains, qui ciblent l'industrie agricole. Les défis se doublent de contraintes logistiques, plus fortes dans les pays enclavés. Le mauvais état des routes, le manque d'accès à l'énergie, d'infrastructures pour le stockage et la conservation empêchent de limiter les pertes de l'ordre de 30 % à 40 %. La chaîne du froid est quasi inexistante.

À l'inverse, c'était impossible de concurrencer le produit américain et brésilien, qui a grugé. On a dû tester une filière. C'était une nécessité à long terme », témoigne Jean-Marie Achak, président de la Société ivoirienne de production animale (Sipa), l'un des principaux agro-industriels de Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, le pays est autosuffisant en produit, la filière a créé 300 000 emplois directs et compte une dizaine d'entreprises significatives. En amont, le gouvernement a aussi travaillé au développement de la culture du maïs pour nourrir les animaux. On peut penser à l'autosuffisance sur plein d'autres produits, précise-t-il, comme le poisson, importé à 80 % de Chine. Un plan est en préparation avec l'État.

À l'inverse, illustre Jean-Christophe Debat, « un pays comme le Ghana, qui a pu fermer ses frontières, a vu son industrie avilie d'importer ». Cela pose la question de la compétitivité. À quel moment les barrières peuvent-elles être abaissées ? Il faut mener des réformes pour contraindre un mouvement à l'échelle régionale. Ça avance par exemple au sein de l'Uemoa (l'Union économique et monétaire ouest-africaine) et du SADC (sur le stockage », souligne Matthieu Brun.

L'échelle régionale est pertinente pour tirer profit des complémentarités des pays, ajoute Matthieu Le Criv, citant notamment l'Uemoa. « Les pays côtiers ne produisent pas la même chose que dans le Sud et ils échangent régionalement peuvent permettre de compenser les débits de production locaux ». Si quelques pays, à l'exemple du Maroc ou de l'Éthiopie, ont lancé des politiques agricoles ambitieuses, en définissant des ressources ici ou là sur certaines filières – le maïs au Rwanda, le riz au Sénégal ou le coton au Bénin, initiés à des cultures vivrières –, les politiques sont encore trop fragmentées et l'investissement public, en particulier, est insuffisant. Au sein de l'Union africaine. En 2014, dans la déclaration dite de Malabo, les États africains ont pris des engagements de transformation agricole et de sécurité alimentaire d'ici 2025 pour une « prospérité partagée ». L'objectif est de consacrer 10 % du budget à l'agriculture. La dernière évaluation, publiée en mars 2022, est inquiétante. Sur les 54 pays analysés, 10 ont des données, soit le Rwanda est en « bonne voie ». Beaucoup de pays, assis sur la terre minérale et pétrolière, comme le Gabon, ont longtemps négligé le développement agricole.

Problème de fond : les agriculteurs manquent d'appui, d'accompagnement d'accès au financement et de subventions. Il existe peu de coopératives et de banques agricoles. Les petits producteurs restent trop dans le secteur informel, ajoute Jérôme Malbranck, directeur général de la société de conseil Chamh, spécialisée sur l'Afrique. « Il n'est pas de garantie des ventes, ne peuvent pas louer facilement de machines, n'ont pas de semence et d'engrais en temps et en heure... », détaille-t-il.

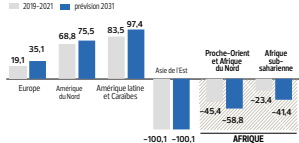
## L'URGENCE D'UNE REFORME AGRARE

Une difficulté majeure, qui revient en boucle, est l'absence de sécurisation des terres. En cause : la quasi-absence de cadastre. Le droit communautaire prévoit le continent, très souvent géré dans des zones rurales par les chefs de village. « Or que si un pays a un agriculteur qui ne passe sur de sa terre ni de sa production », insiste Jérôme Malbranck. La solution d'une réforme agraire est connue, mais politiquement sensible. « Il faut s'attacher un droit commun », plaide Jean-Marie Achak.

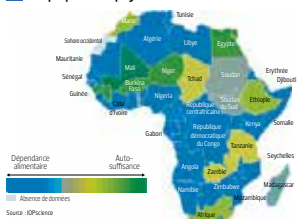
La voie du changement pourrait venir des nouvelles technologies, susceptibles d'être un puissant levier de productivité. Sur les technologies agricoles, on teste l'usage de drones pour surveiller l'état des cultures – sur la météo, l'évolution des prix, les acheteurs potentiels. Les nouveaux marchés ou les crises actuelles ont permis de concevoir de nouveaux services (formation, financement, conseil) et de les tester. L'objectif est de freiner l'exode rural. L'agriculture, qui occupe une majorité de la population africaine, connaît une baisse d'emploi. Le Sénégal a lancé une émission de télé-réalité, baptisée « Farm to Factory » pour donner un visage innovant à l'agriculture. Il contribuera, en collant à l'air du temps, à la sécurité alimentaire. ■

## 1. Un continent très dépendant

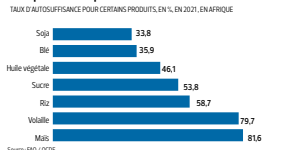
BALANCE COMMERCIALE DES PRODUITS AGRICOLES PAR GRANDES RÉGIONS, en milliards de dollars



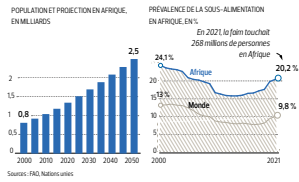
## 2. La plupart des pays loin d'être autosuffisants...



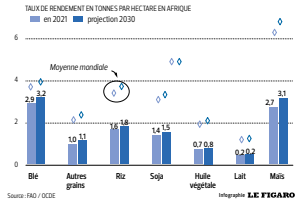
## ... en particulier pour les céréales



## 3. Un défi pour nourrir une population en forte croissance



## 4. Une productivité encore très faible





## AFRIQUE DE L'OUEST : LES ZONES DE TRANSFORMATION AGRICOLE, UNE BONNE IDÉE ?

*Parcs agro-industriels, agropoles, zones économiques spéciales... Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Togo misent sur ces espaces pour créer de la valeur localement. Explications.*

Parcs agro-industriels, agropoles, zones économiques spéciales... Les infrastructures visant à transformer localement les produits agricoles pour générer davantage de valeur ajoutée connaissent un regain de vitalité sur le continent, en particulier en Afrique de l'Ouest. Togo, Bénin, Nigeria, Côte d'Ivoire, Sénégal, et même le Gabon, en Afrique centrale, se sont engagés dans cette voie. Les pays de la région affichent de grandes ambitions, d'autant que leurs systèmes alimentaires ont subi les conséquences de la pandémie de COVID-19 puis par celles de la guerre en Ukraine. Ils sont notamment soutenus par la Banque africaine de développement (BAD) à travers le programme « Nourrir l'Afrique 2016-2025 ». Alors que ces annonces de nouveaux investissements se multiplient, différents modèles sont expérimentés. À l'évidence, États et acteurs privés cherchent encore la bonne formule. Au Togo et au Bénin, où se développent respectivement les zones d'Adétikopé et de Glo-Djigbé, les gouvernements ont noué un partenariat avec Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP). Spécialisé dans les plateformes logistiques et industrielles, ce groupe a été fondé et reste dirigé par Gagan Gupta, l'ancien patron d'Olam au Gabon. L'idée ? Maximiser la valeur des ressources naturelles (coton, noix de cajou, soja, céréales, fruits tels que la mangue ou l'ananas) en les transformant localement, dans l'objectif de les exporter dans le monde entier. À cette fin, Arise propose un forfait clé en main à des investisseurs, notamment étrangers, afin de les inciter à lancer des activités sur place.

## Effet d'entraînement

« Au Togo et au Bénin, cela créera plusieurs milliers, voire des dizaines de milliers d'emplois directs, auxquels s'ajouteront des emplois indirects dans un certain nombre de pôles de services : entreprises d'intérim, usines de fourniture de pièces détachées, d'emballage, de maintenance technique, de traitement des déchets, de transport du personnel », explique Pierre Ricau, analyste de marchés chez Nitidæ. Le gouvernement togolais, qui fonde également des agropoles, espère que 40% des produits agricoles du pays seront transformés sur place d'ici à 2030. Ce modèle, en plein essor depuis l'annonce de la création, d'ici à la fin de l'année, de zones dans les deux Congos, au Sénégal et au Rwanda, ne fait toutefois pas l'unanimité.

« Confier notre destin agricole à des entreprises étrangères est une erreur », affirme ainsi Gustav Bakoundah, fondateur de l'entreprise agro-alimentaire biologique Label d'or. « Au Togo, la plateforme d'Adétikopé s'approprie des filières de transformation, comme le soja ou le coton, qui ont déjà été développées par des [entrepreneurs] locaux, ce qui engendre de la concurrence », estime-t-il. L'entrepreneur togolais recommande plutôt d'aider, sur des filières spécifiques, une poignée de leaders nationaux autour desquels pourraient se développer des chaînes de valeur agricoles. « C'est ce qu'a fait Olusegun Obasanjo, l'ancien président du Nigeria, en soutenant des champions émergents dans les secteurs de la banque, de l'assurance, de la cimenterie, du pétrole et de l'agriculture, reprend-il. Aujourd'hui, ce sont les Nigériens eux-mêmes qui développent leur économie. »

« Pour que cela fonctionne, il faut une firme leader, un grand donneur d'ordre autour duquel se créera un écosystème, un peu comme Airbus à Toulouse dans le domaine aéronautique », insiste Sidy Diop, analyste économique spécialiste de l'Afrique chez Deloitte France. En Afrique de l'Ouest, il cite l'exemple des Grands moulins de Dakar (GMD, cédés en 2018 par le groupe Mimran au géant américain Seaboard), moteur d'un marché de la farine, qui s'est fortement développé, et, en Afrique centrale, celui d'Olam, au Gabon, qui investit depuis vingt ans dans l'agriculture, les forêts, le transport, la logistique et la santé, entraînant sous-traitants et autres PME dans son sillage.

## Problème de débouchés

Au Sénégal, l'huilier Sonacos compte bien tenir ce rôle dans le secteur de l'arachide, à condition que le gouvernement s'engage dans une



vaste réhabilitation de son outil de production, aujourd'hui obsolète. « Le développement de la transformation agricole passe par la renaissance des industries existantes, comme la Sonacos, et par la création de nouvelles usines », juge Modou Diagne Fada, le directeur général de la société, qui voit dans le marché local de l'huile un créneau porteur. La question du débouché est un autre point de débat. Faut-il privilégier les cultures pour l'export ou, au contraire, les productions vivrières destinées au marché local, voire régional ? Pour Matthieu Brun, directeur scientifique de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm), spécialisée de longue date sur les questions agricoles en Afrique, le modèle des agropoles tournées à 100% vers l'exportation a montré ses limites.

« Le mot-clé, c'est la souveraineté alimentaire. Pour les nouvelles zones de transformation agricoles, l'enjeu est d'accompagner les petites exploitations familiales par le biais de la création de filières, d'accès aux intrants, de sécurisation du domaine foncier... En somme, de diversifier l'économie en augmentant la production agricole et en l'orientant vers le marché local pour créer un cercle vertueux », souligne-t-il. Si son point de vue est assez largement partagé, d'autres voix défendent une approche plus nuancée, pariant sur un juste équilibre entre la production destinée à l'export et celle destinée à la consommation locale. C'est le chemin que semble emprunter la Côte d'Ivoire. Premier transformateur mondial de cacao, avec six usines en activité (et deux autres en cours de création) situées à proximité des ports d'Abidjan et de San Pedro, le pays est en outre devenu, en l'espace de cinq ans, le troisième transformateur mondial de noix de cajou. Dix-huit usines, réparties entre les pôles industriels d'Abidjan, de Yamoussoukro et de Bouaké, tournent à plein régime. Elles n'étaient que deux en 2017.

### **Politique économique affirmée**

Parallèlement, l'exécutif a lancé un programme de neuf agropoles misant sur l'essor des cultures vivrières destinées à la consommation locale. Objectif : augmenter le taux de transformation industrielle des produits, améliorer les revenus des producteurs et créer des emplois. Pour faciliter leur déploiement, le gouvernement envisage d'investir dans les infrastructures de transport et dans la formation. Ces efforts reposent sur une politique économique volontariste. « Le gouvernement ivoirien applique des taxes à l'exportation pour des ma-

tières premières telles que le cacao ou la noix de cajou. En même temps, il soutient les investissements destinés à la transformation de ces produits sur des durées allant de dix à quinze ans », explique Pierre Ricau, pour qui les investisseurs doivent pouvoir compter sur « une vision à long terme ».

La transformation de la noix de cajou attire, entre autres, des investisseurs ivoiriens, israéliens, chinois, libanais, vietnamiens ; une vingtaine d'usines sont en construction, avec pour chacune environ 500 emplois directs à la clé. Sans oublier l'alliance que la Côte d'Ivoire a conclue avec le Ghana sur le cacao (60 % de la production mondiale à eux deux) pour peser davantage face aux acheteurs internationaux et instaurer un prix plancher pour les producteurs locaux.

### **L'écueil des infrastructures**

Quels que soient la culture et le modèle choisis, la mise en œuvre demeure délicate. Au Sénégal, où dans chaque zone du pays se développent des agropoles destinées à dynamiser les ventes sur le marché local, le secteur de l'arachide, par exemple, se heurte aux contraintes du marché international. « À la fin de 2020, la filière n'avait pas assez de graines à transformer car les étrangers, Chinois en tête, avaient acheté toutes les récoltes à l'avance », rappelle Sidy Diop, du cabinet Deloitte. Selon lui, il faudrait réfléchir à la transformation locale dans un contexte de concurrence mondiale. Car, s'agissant du volet industriel, force est de constater que le Sénégal a un train de retard sur les nations asiatiques. Ces dernières transforment les mêmes produits que lui, mais avec des coûts de production bien plus bas et avec du personnel mieux qualifié. « Il faudrait faire une étude par produit afin de mesurer l'avantage comparatif de chaque pays, puis créer une politique incitative pour attirer des investisseurs privés », suggère Pierre Ricau.

Enfin, les difficultés se situent également à l'échelle locale. Accès aux engrais, problèmes de stockage, défaillance des infrastructures routières, aléas climatiques... Les obstacles sont nombreux avant même que débute le processus de transformation, lequel implique à son tour un accès au foncier, des financements, un savoir-faire industriel... « L'enjeu de la transformation agricole, ce sont les infrastructures. Pour transformer un produit, il faut un tissu industriel et de la logistique », conclut Ollo Sib, analyste au Programme alimentaire mondial (PAM), qui appelle à investir sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

LE POINT  
DE VUETribune collective  
de la Fondation FARM  
et de la Fondation AvrilL'agriculture africaine  
a besoin de politiques  
fortes et cohérentes

**L'**agriculture et le développement agricole en Afrique n'ont jamais été aussi essentiels pour le continent et le futur de la planète. La désorganisation des chaînes d'approvisionnement due au Covid-19, les chocs climatiques et sanitaires ainsi que la flambée des prix amplifiée par la guerre en Ukraine, sur fond d'insécurité au Sahel, soulignent cet impératif. Il est urgent de tous se mobiliser pour parvenir à une plus grande souveraineté alimentaire, pour diminuer la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) et la Fondation Avril ont publié en juillet 2022 une étude à partir de l'analyse de plusieurs filières agricoles en Afrique qui montre qu'avec la volonté politique et l'engagement des décideurs et des acteurs de terrain, augmenter la production et la productivité est possible. Si l'on sort d'une logique de projets ponctuels pour former un corpus politique cohérent et orienté vers la construction de filières, les résultats sont là.

Poulet et mil au Sénégal, maïs au Rwanda, soja au Togo... Les exemples étudiés montrent qu'une hausse de la productivité, soutenue par une intervention publique volontariste avec subventions aux intrants, production de semences améliorées, crédits bonifiés, prix garantis, peut impulser une intensification rapide de la production. Cela permet de réduire la déforestation,

d'augmenter le revenu des agriculteurs et de diminuer les coûts des denrées alimentaires. L'enjeu va au-delà de la production primaire agricole. Un défi majeur est de favoriser la transformation locale des produits et leur distribution pour répondre aux besoins du marché et à la demande croissante des citadins, en quantité et en qualité.

**Il est urgent que tous se mobilisent pour parvenir à une plus grande souveraineté alimentaire et diminuer la malnutrition et l'insécurité alimentaire.**

Absorber le doublement de la population du continent prévu en 2050 imposera de créer les millions d'emplois, un impératif auquel les filières agricoles et agroalimentaires peuvent apporter une contribution essentielle dès lors qu'elles sont structurées dans un esprit interprofessionnel.

Face à la concurrence des marchés internationaux, seul le collectif peut permettre le développement performant des filières et une juste répartition de la valeur. Cette démarche implique de la part des pouvoirs publics une stratégie globale de construction des filières et des mesures de régulation. Ces politi-

ques publiques gagneront en efficacité si les acteurs privés y sont associés. Avec la mise en place de relations contractuelles solides, appuyées par les banques, la résilience et la résistance à la volatilité des marchés agricoles est possible. Dans le passé, les secteurs d'exportation du café, du cacao ou du coton ont fait l'objet de plans ambitieux et cohérents. Il est possible de faire aussi bien et même mieux. L'évolution du contexte géopolitique l'impose. Si la transformation locale est soutenue et l'économie alimentaire stimulée, ce seront autant de nouvelles opportunités offertes en particulier aux jeunes et aux femmes.

L'efficacité d'une telle approche dépend aussi des moyens financiers disponibles. Ils sont aujourd'hui en Afrique beaucoup trop faibles. Le budget consacré à l'agriculture et à l'alimentation est 284 fois plus important au sein de l'Union européenne qu'en Afrique subsaharienne. La priorité est aujourd'hui de structurer des systèmes financiers nationaux favorables à l'agriculture et aux petites et moyennes entreprises du secteur. Incitons aussi les entreprises françaises « à impact » à s'investir. Elles peuvent en effet soutenir les filières tournées vers les marchés domestiques.

**La Fondation Farm et la Fondation Avril ont pour ambition d'éclairer les décideurs et de « servir la terre ».**

Tribune Les Echos - 9 août 2022



**Crédit Agricole magazine**  
13 septembre 2022

## LA NOUVELLE VIE DE LA FONDATION FARM

La fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM) connaît un renouveau. Toutes les entités du Crédit Agricole sont désormais mécènes de ce think tank indépendant et chargé d'une mission d'intérêt général.

Créée en 2005 à l'initiative du président de la République, FARM est la seule fondation reconnue d'utilité publique dont la vocation est de « promouvoir dans le monde des agricultures et des filières agroalimentaires performantes et respectueuses des producteurs ». Crédit Agricole SA est l'un des membres fondateurs de cette fondation orientée vers les pays en développement. Un engagement financier sur cinq ans (2022-2026), qui implique désormais toutes les entités du Crédit Agricole, donne une nouvelle impulsion à ce groupe de réflexion indépendant. Sa raison d'être est « de favoriser le développement durable des agricultures et des filières agroalimentaires dans le monde en éclairant les décideurs publics et privés ». Sécurité alimentaire et nutritionnelle, les filières et la résilience des territoires ruraux sont les trois grands thèmes d'action traversés par les enjeux climatiques et la biodiversité.

## Un trait d'union entre les décideurs du sud et du nord

« Nous ouvrons une nouvelle page de notre histoire avec des moyens nouveaux, une nouvelle équipe, et l'envie profonde d'agir au quotidien », exprime Catherine Migault, la directrice de la Fondation. Pour y parvenir, elle souhaite consolider des partenariats avec des organisations publiques ou privées, pour accroître la portée de ses initiatives, et ancrer son action dans la transformation des systèmes agricoles et alimentaires. Mais également élaborer des études de référence, contribuer à des projets pilotes, valoriser des travaux et organiser des colloques, séminaires et autres webinaires.

Le 22 juin dernier, la Fédération nationale du Crédit Agricole accueillait la restitution d'une étude sur le rôle des politiques publiques en faveur du développement durable de cinq filières en Afrique de l'ouest, menée en partenariat avec la fondation Avril. En conclusion, le commissaire chargé de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement de l'Union économique et monétaire ouest africaine, a évoqué les crises et les enjeux à court et long termes de la région qui voit sa population doubler tous les vingt-cinq ans : elle atteindra le milliard en 2050.

Un prochain grand rendez-vous est fixé : Farm organisera, le 17 janvier 2023, un colloque sur le thème de la souveraineté alimentaire dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



## QUELS PAYS DÉPENSENT LE PLUS POUR LEUR AGRICULTURE DANS LE MONDE ?

La fondation FARM a mis en place un observatoire pour analyser les mesures de soutien à l'agriculture et à l'alimentation mises en œuvre aujourd'hui par les Etats. Un premier constat se dégage : plus les pays dépendent de l'agriculture, moins ils la soutiennent. Afin d'offrir une vision globale des mesures utilisées pour développer l'agriculture, l'Observatoire de FARM agrège différentes sources de données (OCDE, BID, MAFAP-FAO) pour 44 pays à revenu élevé, 36 pays à revenu intermédiaire et 8 pays à faible revenu sur une longue période de temps. Ces pays représentent environ 90 % de la production agricole mondiale. Trois indicateurs clés sont comparés. Les dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation, le soutien des prix du marché, c'est-à-dire les mesures qui contribuent à créer un écart entre le prix intérieur et celui des marchés internationaux, et enfin le soutien total à l'agriculture et à l'alimentation.

### L'Europe et l'Amérique du Nord en tête

Abdoul Fattath Tapsoba et Matthieu Brun, les auteurs qui ont rédigé le premier compte rendu de l'observatoire expliquent qu'il existe au niveau mondial de très grands

écarts en matière de soutiens publics à l'agriculture et à l'alimentation. Globalement, plus un pays a des revenus élevés, plus il dépense pour soutenir ses agriculteurs et ses agricultrices (en proportion de la valeur de la production agricole) alors que l'agriculture ne fournit plus chez lui qu'une partie mineure de l'emploi et de la croissance économique. Ainsi, dans les pays à revenu élevé, l'intensité de ces dépenses est plus de deux fois supérieure à celle des pays à revenu intermédiaire (9 %) et à faible revenu (10 %). L'Europe et l'Amérique du Nord, qui sont les deux premières régions exportatrices de produits agricoles bruts et transformés, sont aussi celles qui dépendent le plus pour leur agriculture et leur alimentation. Cela représente entre 22 et 25 % de la valeur de la production agricole, un chiffre particulièrement élevé en comparaison avec les autres pays et régions, à l'exception de l'Inde (24 %).

### L'Afrique subsaharienne ne soutient quasiment pas ses producteurs

L'observatoire a mis en exergue de fortes variations au sein de chaque catégorie de pays et explique que ces écarts tiennent principalement aux différences dans le montant des transferts budgétaires aux producteurs. Ces derniers représentent la majeure partie des dépenses de soutien dans les pays à revenu élevé et intermédiaire. Au contraire, dans les pays à faible revenu, alors que les producteurs occupent le plus souvent une place capitale dans l'économie et l'emploi, ils sont bien moins soutenus. Les transferts budgétaires aux producteurs sont 14 fois plus importants dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu. L'Afrique subsaharienne arrive très loin derrière avec un soutien aux producteurs inférieur en moyenne à 1 % de la valeur de la production agricole. En Éthiopie, par exemple, les transferts budgétaires aux producteurs sont presque 100 fois plus faibles qu'au sein de l'UE (en pourcentage de la valeur de la production agricole).

### De fortes subventions pour l'achat d'intrants

Les auteurs font remarquer qu'à la différence des pays à revenu élevé dans lesquels une grande partie des soutiens prend la forme de



La Fondation FARM remercie les membres de ses instances de gouvernance pour leur engagement



Elle remercie également le Crédit Agricole pour son soutien



Pour suivre toute l'actualité de la Fondation FARM, inscrivez-vous à la newsletter sur le site :

[www.fondation-farm.org](http://www.fondation-farm.org).

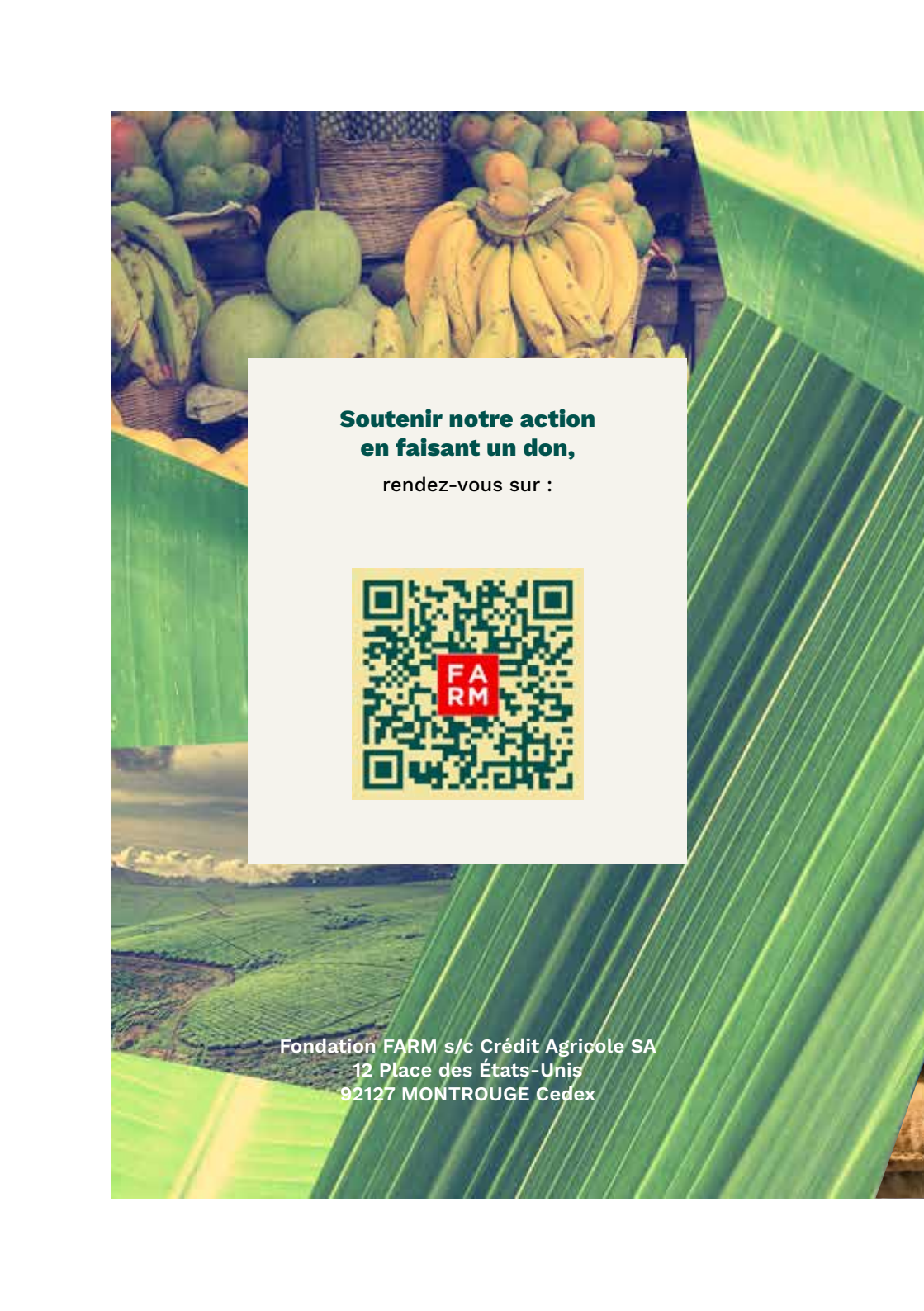
---

Rendez-vous également sur les **réseaux sociaux** :

[in](#) [f](#) [▶](#) [t](#)

---





**Soutenir notre action  
en faisant un don,**

rendez-vous sur :



Fondation FARM s/c Crédit Agricole SA  
12 Place des États-Unis  
92127 MONTROUGE Cedex